ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1432 - 15 décembre 1995 - prix : 9 F

Tous ensemble, faisons-le reculer

RETRAIT, RETRAIT DU PLAN JUPPÉ !

ARC

M 6189 - 1432 - 9,00 F

SOMMAIRE

3 – L'éditorial d'Arlette Laguiller

La grève

4 – Juppé manœuvre et louvoie pour ne pas dire qu'il recule
– Un Juppé peut en cacher un autre

5 – Le Parti socialiste et le gouvernement : opposant sur la forme, mais d'accord sur le fond
– Les patrons et le gouvernement français n'ont pas besoin de Maastricht pour s'en prendre aux travailleurs

La grève contre le plan Juppé

6/7 – À Clermont-Ferrand, dans l'Oise, au Mans, à Cherbourg, à Angers
– À Peugeot-Sochaux, à la SNCF Orléans

8/9 – RATP et SNCF : troisième semaine de grève

10 – Des échos de sites de la SNCF et de la RATP

11 – Une deuxième semaine de grève à la Poste et à France Telecom en région parisienne

12 – Le mouvement à Limoges, à l'hôpital d'Esquirol. À Roanne et à Reims

13 – Le mouvement des enseignants
– Aux Fonderies du Poitou à Ingrandes

14 – Les hôpitaux s'y mettent

Travailleurs en lutte

14 – Thomson Labège : une nouvelle amputation de salaire
– Packard-Bell Thomson (Angers) : les intérimaires dans la danse

15 – Houillères du Bassin de Lorraine : gouvernement et direction provoquent la colère des mineurs

Dans le monde

16 – Russie : les élections législatives… et après ?
– Le système électoral russe
– Italie : pour l'ex-Parti Communiste, il n'y a plus de classes sociales !

LE PLAN JUPPÉ, RIEN N'EST À PRENDRE TOUT EST À JETER

AFP

Contraint à changer de ton et à reculer très partiellement, Juppé ne tente pas moins de maintenir la totalité de ses mesures réactionnaires concernant la Sécurité sociale. Sourd à l'exigence du retrait immédiat de son plan réclamé par les grévistes et tous les manifestants, le Premier ministre entend faire passer sa réforme en légiférant par ordonnances.

Mais les représentants du gouvernement peuvent bien occuper à longueur de temps les ondes radio et télé, Juppé a beau se payer dans toute la presse des pages entières de publicité pour expliquer qu'il fait du bien là où il fait du mal, rien n'y fait. Ce n'est pas que cela convaincra qui que ce soit, et en tout cas pas les travailleurs.

Rappelons que la principale mesure concerne la création d'un nouvel impôt appelé « Remboursement de la dette sociale ». Il devra rapporter 25 milliards de francs par an, et ce pendant treize ans. Les autres mesures ne valent pas mieux. Citons entre autres :

– le gel des allocations familiales (économie de 2,6 milliards en 1996) ;

– l'imposition de ces mêmes allocations (6 milliards) à partir de 1997 ;

– le relèvement de 1,2 % en 1996 et 1997 des cotisations maladie des retraités imposables et des chômeurs indemnisés au-dessus du SMIC, portant la cotisation de ces deux catégories (actuellement à 1,4 %) à 3,8 % en deux ans. Économie prévue : 7,1 milliards pour la seule année 1996 ;

– les indemnités journalières des femmes enceintes ramenées de 106 à 100 % du salaire net (600 millions)…

Au total, la facture du plan Juppé pour les salariés se montera en 1996 à 32 milliards (hors CSG) et à 39,9 milliards en 1997. Ce sont là les calculs du ministère de l'Économie. La CGT estime, quant à elle, que les prélèvements du plan Juppé atteindront 42,6 milliards en 1996 et 60,3 milliards en 1997. Par ailleurs, des statistiques syndicales individualisant ces prélèvements calculent qu'un retraité ayant un revenu mensuel de 7 000 francs par exemple, paiera 1428 francs de plus en 1996 et 2 436 francs de plus en 1997. Autre exemple, celui d'un couple de salariés avec un salaire et trois enfants : en 1996 il paiera 1212 francs de plus et 4122 francs de plus en 1997.

Répondant à la question qu'il pose lui-même dans sa publicité : « *Les salariés seront-ils seuls à contribuer ?* », Juppé répond par la négative et avance le chiffre des contributions demandées aux patrons : 5 milliards de francs. Mais que représentent ces 5 milliards de francs au regard de ce que l'on ponctionne aux travailleurs ? Une goutte d'eau, alors que les grandes entreprises engrangent profits et autres subventions.

De l'argent il y en a : 1 330 milliards de profits seront réalisés en 1995 par les grandes entreprises, sans compter leurs revenus financiers ; 200 milliards donnés par l'État aux entreprises en 1994 au titre de la prétendue action pour « l'emploi et la formation » ; 380 milliards qui correspondent au patrimoine possédé par les 400 plus grandes fortunes du pays ; et tout cela sans compter bien des avantages fiscaux faits aux dirigeants des grandes entreprises et aux détenteurs des grandes fortunes.

Alors, voilà de quoi boucher tous les « trous »… et bien au-delà !

Georges LATTIER

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 20 400 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc - 93150 Le Blanc-Mesnil – 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE ! **Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18.** Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

RETRAIT, RETRAIT, DU PLAN JUPPÉ !

RÉUNION PUBLIQUE
de Lutte Ouvrière
avec
Arlette Laguiller
Vendredi 15 décembre
à 20 h 30
Grande salle de la mutualité
24, rue Saint-Victor à Paris 5e
Métro Maubert-Mutualité
Du fait de l'actualité, la réunion du Cercle Léon Trotsky prévue à cette date est reportée

Le nombre de manifestants qui, dans toute la France, sont descendus dans les rues des grandes et des moins grandes villes au cri de « *Retrait, retrait du plan Juppé !* » a démontré la profondeur du mécontentement populaire.

Car ce n'est pas que sur leur retraite que les cheminots et les fonctionnaires qui avaient fait grève en premier se sont engagés dans une grève longue. Leur retraite n'était que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Juppé s'en est pris à tous les salariés en leur faisant payer ce qu'il appelle la « dette sociale » par un impôt supplémentaire. Les cheminots ont démarré la lutte, sur leur retraite, mais l'ont continuée contre l'ensemble du plan Juppé. Ils l'ont montré ce mardi 12 décembre : aucun slogan, dans leurs rangs, ne parlait de retraite mais uniquement du retrait du plan Juppé, ce plan qui touche tous les travailleurs.

Juppé a essayé, à deux reprises, de diviser ceux qui, dans la fonction publique, ont des régimes de retraite particuliers par rapport aux autres travailleurs. Mais il n'a pas réussi. Au lieu de reprendre le travail, les cheminots sont encore à la pointe du combat. Ils ont déjoué la manoeuvre et affirmé qu'on ne gagne pas les uns sans les autres.

Juppé, sous prétexte d'égalité, veut imposer avec son nouvel impôt de 0,5 %, le RDS, aussi bien les salaires que les revenus du capital. Mais rien que pour les cotisations maladie, les salariés paient déjà 6,9 % de leur salaire. Ceux qui vivent des revenus du capital ne paient rien et ne paieraient que 0,5 %, tout en bénéficiant de la Sécurité sociale puisque le plan Juppé l'étend à tous. La moindre des choses, pour combler la dette sociale, serait qu'on prélève les mêmes cotisations sur les revenus du capital que sur les salaires, c'est-à-dire 6,9 %. Cela rapporterait juste ce qu'il faut pour boucher le « trou » de la Sécu.

La justice serait de supprimer le RDS sur les salaires, sur les retraites. Ce serait aussi de supprimer la CSG sur les salaires et son extension, prévue par Juppé, aux retraites, aux indemnités journalières de maladie, aux indemnités de chômage. La justice serait de taxer le capital.

Alors, oui, le slogan des manifestants est le seul juste : retrait du plan Juppé ! Il n'y a ni à le discuter ni à l'amender, il faut le retirer.

Le gouvernement et Juppé ont déjà reculé. Ils ont au moins renoncé à supprimer les 20 % d'abattement fiscal sur les revenus de tous les salariés. Les grévistes ont déjà obtenu cela pour tous ceux du privé comme du public. Juppé a accepté, au moins en parole, la négociation qu'il refusait jusque-là.

Pour que cette négociation aboutisse à un retrait du plan Juppé, il faudrait que la grève s'étende à l'industrie privée, au grand commerce, aux banques et aux compagnies d'assurance.

Tant qu'il n'y a pas cette menace, le gouvernement a encore une marge de manoeuvre.

Bien sûr, la soudaine combativité des confédérations syndicales FO et CGT vient tard. Il eût mieux valu qu'elles organisent ce type de mouvement il y a déjà des années. Alors les travailleurs étaient moins victimes du chômage grandissant. Ayant subi maintes et maintes attaques, sans que les confédérations syndicales réagissent de la même façon qu'aujourd'hui, ils hésitent à s'engager dans une lutte qui leur paraît longue et difficile.

Mais, la grève actuelle prouve qu'on peut faire reculer le gouvernement et le patronat.

Même si elle devait se terminer sur ce qu'elle a déjà obtenu, ce serait une victoire pour tous. Elle a fait reculer Juppé, elle doit redonner confiance dans leurs propres forces à tous les travailleurs.

On a vu que lorsque les travailleurs cessent le travail, tout est paralysé.

Et quand les travailleurs descendent dans les rues, ce sont eux qui font la loi.

Puisque cette grève a déjà changé des choses, elle peut en changer encore. Elle n'est pas terminée et elle peut imposer d'autres reculs à Juppé. Il suffit de s'y mettre encore plus nombreux.

A NOS ABONNÉS

Beaucoup d'abonnés de *Lutte Ouvrière* ne reçoivent certes pas leur hebdomadaire en ce moment... pour cause de la grève de La Poste dont nous sommes bien évidemment solidaires.

Bien sûr, ils recevront leur journal plus tard, mais on comprend qu'en ce moment particulièrement, les informations et articles de *Lutte Ouvrière* leur manquent.

C'est pourquoi, s'ils le peuvent, nous les appelons à se signaler aux militants de Lutte Ouvrière qu'ils connaissent – et nous appelons les militants de Lutte Ouvrière qui les connaissent à les contacter – pour qu'ils aient leur journal sans attendre !

JUPPÉ MANŒUVRE ET LOUVOIE POUR NE PAS DIRE QU'IL RECULE

Le gouvernement Juppé vient de déclencher le plus important mouvement social depuis de nombreuses années.

Les journalistes et les politiciens de droite qui disent parler au nom des usagers ou des PME réduites à la faillite, reprochent aux grévistes d'avoir mené une offensive revendicative au moment des fêtes.

Mais l'offensive, c'est le gouvernement qui l'avait déclenchée en s'attaquant aux retraites de tous les salariés puis à celles des cheminots, puis en augmentant la TVA et puis, là, avec le plan Juppé, en créant un impôt nouveau, s'appliquant à tous les salariés, aux retraités, ainsi qu'en étendant la CSG, non pas aux revenus des salariés, mais à des indemnités compensant le manque de salaire. Et tout cela en diminuant encore et toujours les impôts des plus riches.

Et bien, là, il a pris la mesure qu'il ne fallait pas prendre.

En même temps, il s'est attaqué aux confédérations syndicales. Celles-ci ont réagi. Mais elles n'auraient pas pu réagir si elles n'avaient pas trouvé dans le mécontentement de quoi le faire.

Bien sûr, jusqu'à présent la grève n'a touché que les services publics, mais une chose est certaine, elle a rencontré la sympathie de l'immense majorité des travailleurs, même ceux qui ont vu leurs conditions de vie et de travail aggravées par le conflit.

Quand les sondages nous montrent qu'une majorité approuve la grève, il ne faut pas oublier que les sondages sont faits sur toutes les catégories sociales. Quand on publie les réponses provenant des seuls salariés, on voit que c'est une énorme majorité qui l'approuve.

Tous ne se sont pas engagés dans la grève, car il est difficile de faire grève dans un petit bureau ou une petite entreprise. Même les grandes entreprises du privé n'ont pas ou très peu bougé. Mais cela pourrait changer et le patronat le craint.

En effet, pour le patronat, tant que ce n'est que Juppé et le gouvernement qui ont des ennuis, ce n'est pas grave. Mais à partir du moment où les employeurs ne seraient plus seulement touchés par la grève des services publics, mais qu'ils le seraient par celle de leurs propres travailleurs, leurs problèmes seraient d'une tout autre importance.

Et si Juppé craint la grève des services publics, il craint aussi la colère du patronat.

Que Juppé ait reculé au moins en paroles face aux grèves et aux manifestations, c'est l'évidence.

Entre le 15 novembre, où il parlait aux députés des *«modalités d'allongement de 37 ans 1/2 à 40 ans de la durée de cotisation requise pour bénéficier d'une retraite à taux plein»* pour les régimes «spéciaux», et le 5 décembre où, devant les mêmes députés, il affirmait qu'il n'était *«pas question de les aligner sur le régime général»*, le recul était flagrant, bien qu'encore marqué d'une ambiguïté certaine. On en était alors à un peu plus d'une semaine de grève.

Nouveaux reculs le 10 décembre, lorsque Juppé annonça tout à la fois la suspension de la commission Le Vert sur la réforme des régimes spéciaux, le renvoi sine die de la signature du contrat de plan à la SNCF et le maintien de la retraite à 50 ans pour les roulants SNCF et RATP. Reculs qui furent étendus le lendemain, lorsque Juppé dit à l'Assemblée qu'il n'était pas question de changer l'âge ni le mode de calcul de la retraite de l'ensemble des employés SNCF et RATP et non plus seulement des roulants. Une autre semaine de grève avait passé.

Mais pendant ce temps, le plan Juppé n'en a pas moins brûlé les étapes de la procédure, usant de l'article 49-3 pour accélérer le passage de la loi d'habilitation autorisant le gouvernement à appliquer son plan par ordonnances, pour que le RDS puisse entrer en vigueur dès le mois de janvier, par exemple. En même temps, Juppé a déclaré au Conseil des ministres du 13 décembre, que les grèves n'avaient plus de raison d'être et accusait «certains» de vouloir *«politiser le mouvement»*.

D'un côté Juppé lâche du lest en faisant mine de revenir au statu quo antérieur vis-à-vis des travailleurs bénéficiant de régimes «spéciaux», ceux-là même que toute la propagande officielle ne cesse de présenter comme des «privilégiés» depuis des mois. De l'autre, il ne cède rien sur l'essentiel, c'est-à-dire sur les mesures qui visent les salariés et retraités dans leur ensemble. D'un côté, il insiste sur les «concessions» faites à l'aile la plus déterminée du mouvement, dans l'espoir de l'affaiblir – concessions dont il pourra faire aussi plus tard des «privilèges» quand il jugera le moment venu de revenir dessus. De l'autre, il durcit le ton vis-à-vis de l'ensemble du mouvement en cherchant à le diviser.

Parallèlement à ce jeu, Juppé en joue un autre, vis-à-vis des appareils syndicaux. Un jeu qui est fait d'avances plus ou moins explicites : celle de Barrot, parlant dès le 7 décembre de discuter avec les syndicats d'une répartition des tâches de gestion de la Sécurité sociale entre les actuels gestionnaires et le Parlement – sujet cher à FO, en particulier –; puis celle de Borotra, ministre de l'Industrie, le 8 décembre, à propos d'une «table ronde» entre gouvernement et syndicats sur les services publics; puis une autre de Juppé, annonçant lui-même le 10 décembre, un «sommet social» avec le patronat et les syndicats portant sur l'emploi des jeunes et la réduction du temps de travail. Autant de perches tendues aux appareils syndicaux, leur offrant de gagner du crédit. Mais bien sûr, si Juppé est prêt à discuter avec les directions syndicales, c'est en échange de l'acceptation de concessions et si possible de l'essentiel de son plan.

Pour l'instant, aucune de ces manœuvres n'a encore marqué le mouvement. Mais une chose est sûre, l'attitude à venir de Juppé dépendra du dynamisme et de la détermination de ce mouvement, et surtout de sa capacité à entraîner un nombre croissant de travailleurs dans la rue et, mieux encore, dans la grève.

François ROULEAU

UN JUPPÉ PEUT EN CACHER UN AUTRE

De plus en plus, on parle de la démission de Juppé comme un éventuel objectif de la grève. Il est bien possible que Juppé serve de fusible à Chirac dans cette affaire. Car après tout, c'est le rôle des ministres face au Premier ministre, et celui du Premier ministre face au Président.

Mais il ne faut pas être dupe, si on changeait de Premier ministre, ce serait pour faire la même politique, si nous le laissons faire.

En effet, on pourrait très bien nous donner Pasqua à la place de Juppé, sous prétexte que Juppé est un pro-Maastricht et Pasqua un anti-Maastricht.

Dans son passage, dimanche 10 décembre, à la télévision, Pasqua n'a pas été tendre pour Juppé, ni pour la monnaie unique qui, pour Pasqua, est responsable des mesures économiques impopulaires que le gouvernement français est obligé de prendre dans la hâte pour respecter les délais fixés par le traité.

Mais Pasqua a quand même dit que ces mesures étaient indispensables, mais que si on se donnait le temps, c'est-à-dire quatre ans au lieu de deux ans, par exemple, elles seraient plus facilement acceptées. En réalité, Maastricht ou pas, monnaie unique ou pas, le problème est le même. Le problème c'est que les grands groupes industriels et financiers français ont besoin de participer à la lutte qui se mène sur les marchés internationaux. Ils ont besoin de pouvoir déplacer leur argent, de fermer les entreprises ici, d'en ouvrir ailleurs, ou vice-versa.

Ils le feront de toute façon, monnaie unique ou pas. La monnaie unique, ils en ont seulement besoin pour résister au dollar et au yen.

Par contre, s'ils doivent s'en passer, ce n'est pas pour autant qu'ils exploiteront moins les travailleurs d'ici et qu'ils ne chercheront pas à augmenter l'exploitation pour réaliser, à l'intérieur de l'hexagone, les profits qu'ils ne pourraient pas faire sur le marché mondial.

La seule limite de leur appétit, la seule limite à l'exploitation, ce n'est pas un traité, qu'ils sont d'ailleurs capables de renier quand cela les arrange, c'est la résistance des travailleurs.

Le Parti Socialiste et le gouvernement

OPPOSANT SUR LA FORME, MAIS D'ACCORD SUR LE FOND

AFP

Jospin et Juppé lors d'une réception au CRIF, le 18 novembre.

Depuis le début de la grève, le Parti Socialiste est dans l'embarras, partagé entre la volonté de ne pas se couper de son électorat et sa volonté d'apparaître comme un parti «responsable» c'est-à-dire capable de reprendre un jour la direction du gouvernement de la bourgeoisie.

Un certain nombre de ses dirigeants avaient d'ailleurs bien accueilli l'annonce du plan Juppé. Du coup, ses dirigeants et Jospin en tête critiquent aujourd'hui le gouvernement et le Plan Juppé, non sur le fond (ils se disent même d'accord pour «*une maîtrise des dépenses de santé*» et une «*réforme du système des retraites*»), mais sur la forme, c'est-à-dire l'absence de concertation.

Du coup, tandis que les manifestations se succèdent et prennent de l'ampleur, Jospin se tient à l'écart de la rue. Quant au PS, il joue à la guéguerre parlementaire, déposant en une semaine des milliers d'amendements aux textes du gouvernement et deux motions de censure dont il sait d'avance qu'elles ne passeront pas puisque le gouvernement dispose de la majorité au Parlement. Mais comme l'a dit Ségolène Royal après le rejet sans surprise de la deuxième motion de censure, «*il faut bien exister!*».

En fait, depuis le début de la grève, le PS profite de la situation pour redorer son blason et apparaître comme un parti d'opposition, mais il se garde bien de s'engager contre les mesures que veut imposer le gouvernement. Il est vrai qu'au cours de ces dernières années, de Bérégovoy à Rocard, en passant par Fabius, tous les gouvernements dirigés par le PS ont mené la même politique que Juppé, consistant à prendre dans la poche des travailleurs pour redistribuer au patronat.

Hausses des cotisations, forfait hospitalier, diminution des remboursements, amorce de la réforme sur les retraites, tout y est passé. C'est tellement vrai que Rocard s'étale aujourd'hui dans la presse et sur les antennes de télévision pour revendiquer la paternité de la CSG ou de la réforme des retraites (reprise et votée sous le gouvernement Balladur), et surtout pour vanter sa méthode puisque les mauvais coups de son gouvernement contre les travailleurs n'avaient à l'époque pas suscité de vagues de grève comme on en voit actuellement. Et d'écrire dans *Libération* du 8 décembre à propos de sa «stratégie» : «*M. Juppé ferait bien de s'en inspirer, aussi bien pour la maladie que pour les retraites*».

Ces propos ont au moins la franchise de dire ce que les socialistes, opposants d'aujourd'hui, mèneraient comme politique demain s'ils étaient ramenés au gouvernement!

LES PATRONS ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS N'ONT PAS BESOIN DE MAASTRICHT POUR S'EN PRENDRE AUX TRAVAILLEURS

Presque chaque jour le quotidien du PCF *L'Humanité* montre du doigt le traité de Maastricht, le dénonçant comme responsable, entre autres, du plan Juppé. Elle n'est pas seule, à gauche, dans cette dénonciation, puisque la Ligue Communiste Révolutionnaire fait de même.

Ce traité, signé entre dirigeants de pays capitalistes n'est certes pas destiné à favoriser les travailleurs et les catégories populaires, bien au contraire. C'est une tentative des capitalistes pour mieux s'organiser, et pas pour accroître le bien-être général, cela va de soi, mais pour limiter tant que faire se peut les effets nuisibles de la concurrence qu'ils se font entre eux. Mais comme ils restent malgré tout concurrents – ils le sont aussi au sein d'un même pays – cet accord a bien du mal à se mettre en place.

Mais une fois que l'on a dit que le traité de Maastricht n'est pas une bonne chose pour la population laborieuse, faut-il en conclure que les patrons et les gouvernements français y sont soumis? Pas du tout. Ils n'ont nullement besoin des directives de Maastricht pour s'en prendre aux acquis sociaux des travailleurs, comme le fait aujourd'hui Juppé, tout comme l'avaient fait avant lui Balladur, et encore avant, Michel Rocard, Edith Cresson et Pierre Bérégovoy. La preuve, c'est que dans d'autres pays qui ne font pas partie de l'Union Européenne, les gouvernements et les patrons pratiquent la même politique et s'en prennent de la même façon aux «avantages sociaux» des salariés pour, disent-ils, éponger les déficits, et en premier lieu celui de l'État.

Et puis si Maastricht était l'arme absolue contre les droits des travailleurs, comment expliquer que l'on retrouve dans ceux qui le combattent des politiciens comme Séguin, Pasqua, ou De Villiers et Le Pen, ou encore un patron comme le PDG de Peugeot-Citroën, Calvet, qui ne sont pas, c'est le moins que l'on puisse dire, des défenseurs des intérêts des travailleurs?

Mais, peut-on penser, qu'importe qu'on explique d'une façon ou d'une autre les mesures contre les salariés, l'essentiel n'est-il pas de lutter ensemble contre ces mesures? Bien sûr qu'il est nécessaire que tous ceux qui subissent les conséquences des choix patronaux et gouvernementaux luttent en commun, mais il vaut mieux que les choses apparaissent avec le maximum de clarté si l'on veut être efficace. Et incriminer Maastricht, ou encore Bonn ou la Bundesbank, c'est une façon d'exonérer de leurs responsabilités les patrons et les dirigeants français qui ne feraient qu'appliquer des directives extérieures, dont ils ne seraient que complices, mais pas responsables.

Tout au plus ils se servent de Maastricht comme alibi. Mais il ne faudrait pas leur faciliter la tâche et contribuer à ce que les travailleurs se trompent de cible, en escamotant les responsabilités immédiates, pleines et entières des patrons et du gouvernement français.

J.P. V.

Grèves, télés, radios

OÙ IL Y A DE LA CHAÎNE, Y A PAS BEAUCOUP DE PLAISIR.

Depuis que la grève s'est développée, c'est fou le nombre de docteurs de toutes les spécialités, psychologues, sociologues, politologues, qui se penchent avec perplexité sur cette classe ouvrière que certains considéraient il y a peu encore comme une espèce en voie d'extinction et d'autres comme carrément disparue.

On les voit, on les entend passer de chaînes de télé en chaînes de radio, et réciproquement, car ce sont la plupart du temps les mêmes, pour discourir sur ce phénomène qui a perturbé leurs doctes certitudes, s'étonner, parfois s'extasier de voir que non seulement les travailleurs existent, mais de plus qu'ils luttent. Car non seulement la classe ouvrière est là, mais elle pratique la lutte de classe que nombre d'entre eux avaient rangée au grenier des vieilleries hors d'usage. Bizarre, comme c'est bizarre!

Les antennes leurs sont généreusement ouvertes afin qu'ils puissent exhiber leurs états d'âme. Les seuls que l'on voit et que l'on entend peu, ce sont les grévistes eux-mêmes. Sauf parfois au détour d'une interview, d'une séquence choisie pour son côté anecdotique.

Autre bizarrerie de la même eau, TF1 a déprogrammé une émission de Christophe Dechavannes *Comme un lundi* prévue pour le 11 décembre et consacrée aux «monopoles» (entendez... les services publics d'État), pour la remplacer par un débat sur le thème d'une urgence extrême et d'une brûlante actualité : «*Les princesses nous font-elles encore rêver?*». Une telle décision laisse rêveur. Serait-ce parce que les princesses feraient plus d'audimat que les grévistes? A voir le nombre de grévistes qui augmente de jour en jour dans les rues des villes du pays, cela ne semble pas le cas. Mais ne serait-ce pas plutôt qu'il serait politiquement incorrect de leur donner la parole, et dangereux, dans cette période qui trouble tant ceux qui, directeurs de chaînes ou directeurs de l'information se sont arrogé le monopole de la parole?

Heureusement que les travailleurs en grève n'ont pas attendu qu'on leur propose micros et caméras pour s'exprimer, à leur façon, et avec leurs moyens propres.

Et Juppé a beau zapper désespérément pour avoir une autre image, il a du mal à ne pas entendre et à ne pas voir les grévistes et leurs exigences.

J.P.V.

LO

Le mouvement contre le plan Juppé

LO

À Clermont-Ferrand

Cette manifestation du mardi 12 décembre a battu tous les records : selon les organisateurs, 30 à 35000 manifestants, dans les 15000 selon la police.

Le cortège était très dynamique avec de gros bataillons pour chaque entreprise. En tête cette fois, c'étaient les ouvriers de chez Michelin, quelques centaines, qui devançaient les cheminots toujours massivement décidés à continuer la grève.

Chez Michelin, les trois syndicats CGT, CFDT et FO avaient appelé comme à chaque fois à un débrayage de deux heures, le temps de la manif. Les ouvriers de l'usine de Cataroux, dans les services de production, VDA et VO ont arrêté le travail, mouvement beaucoup moins suivi ailleurs.

Les postiers, et France Télécom menacée de privatisation, rappelaient leur volonté de rester service public et promenaient sur un petit tracteur… une cabine téléphonique chargée de slogans anti-Juppé.

La Banque de France était là, à plus de 500 : le directeur général Trichet venait d'annoncer les détails du plan des 800 suppressions d'emplois, dont 660 à Chamalières et à Vic-le-Comte. Les grévistes arrosaient les manifestants de petits billets à l'effigie de Trichet…

Le CHU a rassemblé un cortège très vivant, avec des jeunes qui chantaient à tue-tête. L'autre fois, ils transportaient un malade, en mannequin, sur un brancard; cette fois un appareil de transfusion avec les tuyaux… Les hospitaliers se réunissent chaque jour en AG et vont voir la direction en envahissant à plusieurs centaines le bureau du directeur général. L'encadrement est partagé : des surveillantes participent au mouvement, sont en grève et vont défiler ; d'autres exercent des pressions et incitent à prendre des congés plutôt que de se mettre en grève.

Le CHU de Clermont-Ferrand est en grève depuis le 4 décembre et le moral est au beau fixe. Tous les jours donc, il y a des AG et dans les manifestations, le cortège de l'hôpital se fait remarquer par son entrain.

La grève s'est installée : le grand amphi de l'Ecole d'infirmières leur est acquis, le cri de ralliement des grévistes *« retrait du plan Juppé »* ponctue les interventions. Les matinées sont consacrées aux tournées dans les services et chaque jour, un tract intersyndical informe du vote de la veille : reconduction de la grève à l'unanimité, y compris au soir du 12 décembre.

Pour cette journée du 12, les hospitaliers clermontois étaient renforcés par divers établissements – dont le principal centre psychiatrique de toute la région, Sainte-Marie –, ainsi que par de fortes délégations des hôpitaux de Riom, d'Issoire ou de Thiers.

A l'AIA, il y a eu la veille une AG avec près de la moitié du personnel, avec diverses interventions sur le statut. Ce qui a poussé un peu plus à se mobiliser pour le lendemain : une note de la direction demandait à chacun une augmentation de productivité de 30%! Le 12 au matin, piquet de grève avec 200 travailleurs. Grève suivie aux trois quarts chez les ouvriers et, à la manif, nous étions plus nombreux que d'habitude.

Du côté de l'EDF, malgré un référé de la direction régionale, le tarif du courant est resté celui à taux réduit : comme dans d'autres régions, c'est la façon dont les grévistes marquent le coup en faveur de la population! Et cela dure depuis une dizaine de jours, malgré les menaces de sanction. Evidemment, cela fait passer un… courant de sympathie chez les usagers.

Pour la première fois depuis la vague de grèves et de manifestations, la compagnie des bus T2C a fait grève. Environ un bus sur six seulement circulait. Soit 23 sur 147. Et comme à l'hôpital, chez les postiers du centre de tri, à la banque ou chez les cheminots, les conducteurs ont voté la grève reconductible.

Signalons aussi de grosses manifestations dans les autres villes de la région. A Aurillac, préfecture du Cantal, 2500 personnes pour une ville de 30000 habitants. Ou à Montluçon : 15000, soit un cortège de 2 km avec des ouvriers de chez Dunlop, la Sagem et un gros contingent des municipaux.

Un geste folklorique a été accompli en Haute-Loire, fief de Barrot, ministre du Travail. Au Puy, près d'un millier avec les tanneurs, les papetiers, l'EDF, ont déposé une barrière devant la mairie. L'autre fois, ils avaient monté un mur de parpaings devant la préfecture…

Comme partout ailleurs, travailleurs grévistes et manifestants sont heureux de se voir de plus en plus nombreux, de prendre conscience de leur force, de décider sur les lieux de travail ce qu'ils vont faire de leur journée de grève et, déjà, on se prépare à la manifestation suivante, pour le samedi 16, dont la CGT a pris l'initiative.

Correspondant LO

Dans l'Oise

La grève est restée très largement majoritaire dans les deux secteurs de pointe du département de l'Oise, chez les cheminots et au centre de tri de Creil.

Au centre SNCF de Creil, les assemblées continuent à revoter la grève au piquet installé au bord des voies, roulants et « sédentaires » réunis. Les militants CGT ont défendu la continuation de la grève en expliquant que la lettre du gouvernement ne résolvait pas le fond des problèmes. Au centre de tri départemental, la grève est toujours aussi largement suivie oscillant entre 77% au minimum et 95% du centre. Les guichets de la recette principale sont eux aussi toujours en grève.

L'élargissement du mouvement a été notable dans la dernière période. D'abord la grève chez les enseignants a été massive dans le primaire et a touché de grands lycées où souvent le personnel administratif a été en pointe. Des piquets de grève, avec des feux (alimentés par des traverses données par les cheminots), se sont mis en place devant les lycées de Creil, Nogent, Chantilly. À Clermont, des lycéens se sont mobilisés et ont milité activement pour assurer le succès d'une manifestation locale le mardi 12.

Enfin, on a assisté à une participation de plus en plus importante du privé. À Beauvais, le mardi 5 décembre, des délégations de plusieurs dizaines de salariés des grandes entreprises de la ville, de Spontex, de Massey Fergusson et aussi de France Glace Findus ont participé à la manifestation. Et surtout jeudi 7 à Compiègne, les militants CGT de l'union locale s'étaient mobilisés pour réussir une manifestation locale dont le tiers était constitué par des salariés du privé avec en tête Uniroyal, mais aussi Saint Gobain, Colgate et surtout Plastic-Omnium dont près du quart de l'effectif de l'usine était présent.

À noter que le 9 décembre, une grève de deux jours sur les salaires à l'usine BASF près de Clermont de l'Oise (plus de 1300 salariés) a abouti à une augmentation de 350 F par mois pour tous.

Dans le bassin creillois, c'est surtout pour la journée du 12 décembre que la mobilisation du privé s'est affirmée. En dehors de l'usine Chausson de Creil où l'ensemble de l'intersyndicale s'est mobilisée pour préparer la journée, ailleurs c'est la CGT qui a réussi à mobiliser ses militants dont certains étaient réticents jusque-là.

Du coup une grève de 24 heures avec piquets dissuasifs, parfois autour de grands feux de palettes, a eu lieu à la Sollac à Montataire où la suite éventuelle devait être décidée le 13 décembre, à Saxby à Montataire et à Planet-Watthom à Senlis. Des piquets autour du feu furent mis en place aussi chez Chausson.

Le 12 décembre, plus de 400 travailleurs de Chausson, rejoints devant l'usine et en cours de route par 400 autres manifestants des lycées, des communaux de Montataire, de la Sollac, etc. ont rejoint en cortège le départ de la manifestation au centre ville de Creil. Comme ailleurs, la manifestation a été du jamais vu puisqu'elle a regroupé plus de 4000 personnes à Creil, avec des participations record des cheminots et des postiers. Ce jour-là, quatre autres manifestations avaient lieu dans l'Oise, à Beauvais, à Compiègne, à Noyon et à Clermont de l'Oise, une agglomération de 10000 habitants qui a compté 1500 manifestants!

Au Mans

Au Mans, les manifestations des 5, 7 et 12 décembre battent tous les records d'affluence.

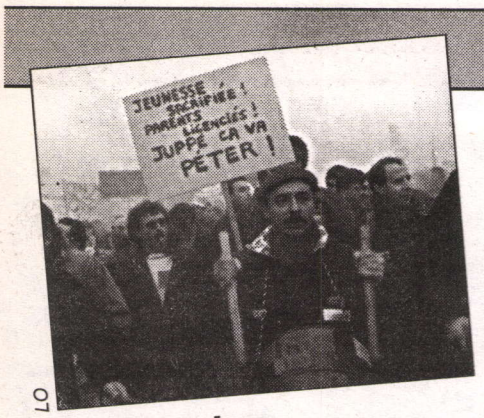
Les cheminots sont en grève à 100% depuis le début. Depuis le 5, les postiers, les agents EDF-GDF, les communaux y sont entrés. Avec les hospitaliers, il y a 10 piquets de grève sur l'agglomération. La société de transport des bus de la communauté urbaine a rejoint la grève. Ce sont tous ces cortèges qui sont les plus nombreux et les plus dynamiques. Il faut y ajouter les Renault (2000 débrayent 3 h 15 à chacune des journées d'action), les enseignants de plus en plus mobilisés et toujours des lycéens et étudiants (1000 au plus).

Ce qui est notable, c'est la présence chaque fois plus grande des entreprises privées du Mans ou du département (Yoplait, Socopa, Brodard et Taupin…). Tous ensemble, à l'appel des syndicats, ils réclament le retrait du plan Juppé et la détermination reste grande.

À NOS CORRESPONDANTS

Nous avons reçu de très nombreuses informations de nos correspondants sur le mouvement de grèves et de manifestations contre le plan Juppé, venant de tout le pays. Faute de place, nous n'avons pas pu les publier toutes.

Que cela ne les empêche pas, bien sûr, de nous en adresser pour les prochains numéros de Lutte Ouvrière.



LO

À Cherbourg

ARSENAL EN GRÈVE ET MANIFESTATIONS RECORD

L'Arsenal de Cherbourg – près de 4 000 salariés – est en grève reconductible de 24 heures depuis le vendredi 1er décembre. Le plan Juppé, là comme ailleurs, a fait déborder le vase. D'autant que des suppressions d'effectifs de 2 000 personnes sont prévues très prochainement, dans le cadre de la diminution des crédits militaires, contre lesquelles de nombreuses manifestations avaient eu lieu depuis le début du mois de novembre.

C'est donc sans hésitation que 3 000 travailleurs de l'Arsenal ont rejoint la grève entamée par les cheminots et le reste de la fonction publique, comprenant qu'en luttant tous ensemble contre le plan Juppé, c'était aussi pour leur avenir qu'ils se battaient.

Les manifestations dans la ville ont été de plus en plus imposantes. A chaque fois, des records d'affluence ont été battus. Jusqu'à atteindre 20 000 manifestants le 12 décembre, du jamais vu, même en Mai 68. L'ambiance de ces manifestations est de plus en plus chaleureuse. L'habitude de se retrouver dans les rues a été prise et, à chaque fois, on se dit : *«A la prochaine»*.

Les fonctionnaires ont rejoint le mouvement : personnel communal, EDF, PTT et enseignants.

Les travailleurs du privé participent de plus en plus nombreux également aux manifestations, mais peu d'entreprises ont entamé une grève reconductible pour l'instant, même si nombreux sont les travailleurs qui pensent que c'est le moment où jamais pour faire aboutir leurs revendications. A la fois le retrait du plan Juppé, mais également le retour aux 37,5 annuités pour le privé, la fin des licenciements et de tous les mauvais coups passés et à venir contre les salariés.

Des grévistes de l'Arsenal ont entamé des démarches vis-à-vis de leurs camarades du privé pour les inciter à se mettre en grève avec eux. Le fait est inhabituel, et dans les entreprises visitées, cela a fait beaucoup discuter, et donné du tonus aux militants et à ceux qui agissent pour que leur entreprise se joigne à la grève.

A Cherbourg non plus, Juppé n'est pas au bout de ses peines, et les manifestants ont la conviction d'avoir fait tout ce qu'il fallait pour pulvériser le Juppéthon !

Correspondant LO

À Angers

A Angers comme ailleurs, les manifs sont de plus en plus nombreuses : 6 000 participants au début du mouvement, environ 15 000 mardi 12. Et l'ambiance froide en général y devient de plus en plus chaude.

Cette augmentation du nombre de manifestants (malgré l'absence de la CFDT, souvent seule présente dans de nombreuses entreprises, et largement majoritaire dans le privé) n'est pas que spontanée : un noyau de militants CGT et de grévistes des secteurs les plus en pointe y participent très activement.

La première opération a été une distribution massive de tracts aux carrefours de la plus grosse zone industrielle de la ville, et cela à partir de 4 h 30 du matin jusqu'à 8 heures. Il y a eu 120 à 150 participants selon l'heure, répartis en quatre équipes : une trentaine de cheminots, des métallos, des pompiers avec gyrophares et tout l'équipement, et même une dizaine d'instits matinaux. Succès d'estime, les discussions ont été nombreuses dans les entreprises touchées, et quelques manifestants ont dit s'être décidés à la suite de l'appel des grévistes. Succès aussi pour les participants qui, malgré la neige et l'heure matinale, ont beaucoup discuté entre eux.

Deux nouvelles interventions de ce type ont eu lieu dans deux autres zones industrielles. Et d'autres petits groupes se multiplient pour aller convaincre d'autres secteurs. Des cheminots et des pompiers dans une assemblée générale de la SYTRA (les transports en commun) «emportent le morceau», et les bus ne circulent plus le lendemain. Des instits à l'hôpital, des agents de l'Equipement à la Cité administrative, des hospitaliers à Bull, etc.

Ces opérations sont décidées, organisées au sein d'une réunion de l'union locale CGT, élargie à tous les militants CGT actifs dans le mouvement et convaincus de la nécessité de l'extension du mouvement. S'y côtoient et militent ensemble des militants du Parti Communiste, de Lutte Ouvrière, des militants syndicaux, chacun essayant d'apporter sa pierre à l'édifice.

C'est maintenant de 30 à 60 militants qui se réunissent chaque jour pour décider et organiser la suite.

Les instances locales de la CGT étaient quasiment désertées depuis des années : elles se remplissent à nouveau aujourd'hui pour essayer d'étendre le mouvement et le réussir, et ça discute ferme tout en se donnant les moyens d'appliquer les décisions prises.

Cette volonté de convaincre les grévistes de s'adresser aux autres pour qu'ils rejoignent le mouvement, et, d'autre part, le retour des militants à l'activité interprofessionnelle et à la discussion démocratique dans les structures syndicales, sont de sérieux atouts pour l'avenir, quelle que soit l'issue du mouvement.

À Peugeot-Sochaux

Mardi 12, à l'entrée des équipes d'après-midi de Peugeot-Sochaux, une bonne centaine de grévistes enseignants, accompagnés de quelques grévistes de la navigation fluviale, des services communaux et de La Poste et encadrés par une soixantaine de militants CGT de l'usine Peugeot, ont appelé à la manifestation et au débrayage lancé par la CGT et FO pour l'après-midi.

Leur présence avec pancartes, banderoles, sonos, a naturellement ralenti la circulation des voitures et des cars et les chaînes n'ont pu démarrer qu'avec une demi-heure de retard, à la plus grande satisfaction de tous. Si beaucoup de travailleurs ont dit qu'ils aimeraient bien que l'usine soit fermée, ceux qui répondent aux appels répétés à débrayer pour se joindre aux manifestations sont encore très minoritaires dans les ateliers de production. Mais l'opinion en faveur pour se joindre au mouvement s'exprime davantage. Des travailleurs parlent de venir en famille à la manifestation d'ores et déjà annoncée pour le samedi 16. Et des militants CGT ont l'impression que leur prochain appel à débrayer pourrait être suivi.

SNCF Orléans Les Aubrais (45)

Samedi 9, 80 cheminots sont allés bloquer les entrées du dépôt de l'entreprise de bus urbains de Tours, la Semtao.

Tout de suite les discussions se sont engagées avec les chauffeurs de bus, d'abord aux portes puis au bureau d'embauche près de la machine à café. Après une heure de discussions individuelles, les cheminots ont tenu une assemblée devant 45 chauffeurs de bus et les ont appelés à rejoindre la grève. Une dizaine de jeunes chauffeurs étaient très tentés. Finalement les syndicats CGT et FO de la Semtao ont décidés de déposer un préavis de grève pour le jeudi 14 décembre. Les cheminots ne sont repartis qu'après avoir imposé, sur proposition de la CGT, que le directeur de la Semtao affiche dans les bus, sur les panneaux électroniques : *«Intersyndicale des cheminots, retrait du plan Juppé»*. Il s'est fait tirer l'oreille mais a finalement accepté sous la menace que, s'il ne le faisait pas, les cheminots dégonfleraient les pneus des bus en ville. Les bus ont finalement circulé dans toute l'agglomération avec cette information.

Le lendemain dimanche 10, une assemblée générale de 130 cheminots toujours aussi déterminés a décidé une visite aux proches voisins du centre de tri PTT. Les 25 volontaires ont reçu un très bon accueil de l'équipe de nuit, exception faite du chef de centre qui a appelé la police et vu arriver… un policier !

Lundi 11, la journée a démarré par des tournées dans les gares autour d'Orléans. À une soixantaine par groupe de 15, ils se sont rendus jusqu'à Toury, Beaugency, Lamotte-Beuvron… La bonne ambiance a décidé quelques cheminots des petites gares à rejoindre l'assemblée générale qui a regroupé 320 personnes et qui a revoté la grève à l'unanimité. À midi, diffusion de tracts à la cité administrative (cité Coligny) très bien accueillie par les syndicalistes CGT de la Direction Départementale de l'Équipement et la CGT des Impôts. Après une manifestation dans la cité, les cheminots ont assisté à l'AG des Impôts. L'après-midi ne faisait que commencer.

Quarante d'entre eux sont allés débloquer les portes du centre de tri parallèle du Sernam à coup de barres de fer et dégonfler les pneus des camions. Puis ils ont récupéré les minitels, fax, téléphones… qu'ils ont ramenés au Sernam, après avoir jeté les palettes en bas des quais de chargement. La journée s'est terminée à l'assemblée générale des enseignants de Fleury-les-Aubrais, encouragés par le dynamisme et la détermination des cheminots.

LO

À la RATP et la SNCF

DANS LA TROISIÈME SEMAINE DE GRÈVE

LO

Les grévistes au dépot de bus de Paris 14e (dépot de Montrouge)

LO

Lundi 11 décembre, dans les piquets et les assemblées générales, partout il était question de ce qu'avait dit Juppé la veille. Non pas que les paroles du Premier ministre soient dignes d'entrer dans l'histoire. L'unanimité était à très peu de choses près générale pour juger dérisoires, confuses ou bien trop ambiguës les concessions, même si le sentiment que Juppé commençait bien à lâcher du lest était aussi général.

Non, ce qui provoquait questions ou inquiétudes était la tentative de division du Premier ministre. En s'engageant à renoncer à toucher à l'âge de la retraite pour les roulants de la SNCF et de la RATP, Juppé s'est livré à une manœuvre un peu grossière. Mais n'allait-elle pas marcher ? C'était la question qui se posait aussi bien dans les dépôts RATP que parmi les cheminots qui ne font pas partie des 18 000 agents de conduite. Elle se pose d'ailleurs depuis le début de la grève parmi les « sédentaires » grévistes, souvent entrés en lutte un ou deux jours plus tard et en proportion moindre que les roulants. Et tout le monde sent bien, non seulement à la SNCF, mais à la RATP et au-delà, que le sort du mouvement dépend en grande partie de la décision des roulants.

A cette question les roulants avaient d'ailleurs déjà répondu. En affirmant que leur revendication est le retrait du contrat de plan, qui concerne au moins l'ensemble des cheminots, et surtout du plan Juppé, qui concerne non seulement tous les cheminots mais tous les travailleurs ; en suivant les fédérations syndicales CGT, CFDT ou FO, qui dès le début appelaient à une grève de tous les cheminots ; en s'engageant lors des débats des assemblées générales, quand la question leur était posée, à maintenir l'unité du mouvement jusqu'au bout ; en acceptant dans bien des endroits de tenir avec les « sédentaires » ces assemblées générales quotidiennes, qui décident de la reconduite de la grève ; en participant aux visites d'autres secteurs du public et du privé pour les inciter à se joindre au mouvement, avec non seulement d'autres cheminots, mais des RATP, des postiers, du personnel des hôpitaux ou des enseignants. Or ces visites ont continué toute la semaine passée et ont contribué à renforcer le sentiment d'être dans un mouvement non pas des seuls roulants, non pas même des cheminots, mais de tous les travailleurs.

En fait les grévistes RATP ou « sédentaires » SNCF ont pu être assez vite rassurés. Ici ou là dans les assemblées générales, encore plus importantes lundi 11 décembre que les deux semaines précédentes, quelques roulants montrèrent des signes qu'ils pourraient se contenter de ce que Juppé leur promettait. Ce ne fut que d'infimes minorités. Ici ou là les représentants de la FGAAC, le syndicat corporatiste, rappelèrent qu'ils étaient en grève d'abord et avant tout sur le problème des retraites. Mais partout ils appelèrent à reconduire le mouvement, et certains d'entre eux s'engagèrent à nouveau, comme ils l'avaient déjà fait les jours précédents, à être solidaires de tous les cheminots jusqu'au bout.

La réponse à Juppé, ce lundi 11 décembre, était donc une confirmation de la détermination et de la conscience développées durant les dix-sept jours de grève déjà écoulés. Partout des assemblées générales encore plus nombreuses ont reconduit la grève, chez les roulants et les « sédentaires », à la RATP comme à la SNCF. Ici ou là quelques grévistes ont repris le travail, dans quelques dépôts RATP par exemple, mais ailleurs ou dans le même secteur des non-grévistes se déclaraient en grève. Et la détermination des grévistes de faire du lendemain une journée encore plus marquante était renforcée par le fait que, aussi bien parmi les non-grévistes de la RATP ou de la SNCF, y compris certains cadres, que parmi les travailleurs des autres entreprises visitées, nombreux étaient ceux qui s'engageaient à être en grève ou venir aux manifestations ce 12 décembre.

Dans ces conditions il n'était évidemment pas question, mardi 12, de faire autre chose que reconduire la grève et manifester. Les nouvelles concessions de Juppé, faites dans la soirée du lundi 11, de « gel » du contrat de plan ou de maintien réel des régimes de retraite n'étaient pas de nature à empêcher les cheminots de se retrouver encore plus nombreux dans la rue avec les autres travailleurs.

Au lendemain de la mainfestation, mercredi matin 13 décembre la grève était cependant à un nouveau tournant. Il est hors de doute qu'une très importante fraction des grévistes est décidée à obtenir le retrait du plan Juppé. Les principaux syndicats cheminots, qui ont lancé et conduit la grève jusqu'ici, se sont prononcés à cette heure pour la continuation. La CFTC appelle à reprendre le travail, mais elle ne compte pas. La FGAAC, importante chez les conducteurs, est tiraillée entre ses tendances corporatistes et l'engagement d'être solidaire de l'ensemble des cheminots que beaucoup de ses membres ont pris sous la pression du mouvement. À la RATP la coordination des syndicats autonomes semble elle aussi bien tentée de battre en retraite.

Mais tout dépend d'abord de la volonté de la CGT, la CFDT et FO cheminots qui, décidées, peuvent continuer à tirer les autres syndicalistes comme ceux de la FGAAC, et surtout des conducteurs eux-mêmes. Et tout dépend aussi de la détermination de la majorité des grévistes. La grève continuera si cette détermination reste au niveau qu'elle a atteint en cette troisième semaine de grève, de même que leur espoir de rallier à leur mouvement des catégories de plus en plus nombreuses de travailleurs. Le succès des manifestations du 12 décembre devrait peser dans ce sens.

Rouen

DES GRÉVISTES TOUJOURS ACTIFS EN DIRECTION DES AUTRES TRAVAILLEURS

Mercredi 6 décembre, 120 travailleurs de l'équipe de nuit de Renault-Cléon ont débrayé et se sont rendus à la « cote 135 » de la SNCF vers 23 heures. Ils ont discuté avec la cinquantaine de cheminots présents jusqu'à 3 heures du matin. L'ambiance était bonne mais, à Cléon, beaucoup d'ouvriers hésitent à rejoindre à fond le mouvement. Les chefs de Cléon, comme par hasard, ont répandu le bruit qu'il y aurait d'ici peu 12 à 15 jours de chômage technique.

La manifestation du jeudi 7 décembre à Rouen a rassemblé d'après les syndicats 50 000 à 60 000 personnes. Les cheminots en tête étaient toujours aussi nombreux (3 000) et les ouvriers de Cléon plus de 800. Les militants CGT de Cléon et de la SNCF scandaient à la sono, comme la fois précédente : *« Grève générale contre le plan Juppé »*, ce qui était repris par tout le monde avec beaucoup d'entrain.

Depuis, de nombreux syndicalistes de la région ainsi que des enseignants en grève se rendent à l'assemblée quotidienne inter-services au dépôt SNCF de Sotteville. Il s'agit plus d'un meeting où se font applaudir des syndicalistes d'autres secteurs que d'une assemblée permettant de prendre des décisions. Un certain nombre de cheminots ont réagi pour qu'à l'assemblée et au comité d'organisation, il y ait moins de discours et plus d'actions proposées. Cela a eu en partie un effet salutaire. Et l'assemblée du dépôt à 15 heures reste un rendez-vous très apprécié des cheminots en grève.

Le vendredi 8 décembre, des groupes de 5 à 25 cheminots se sont rendus chez Onyx, à la Sagem et devant des usines de Barentin, du Trait et d'Alizay. Certains travailleurs faisaient part de leur regret de ne pas se sentir la force de rejoindre les cheminots dans la lutte. Des équipes de 10 à 15 grévistes ont fait des opérations « voyage gratuit offert par les cheminots » dans les métrobus en discutant avec les passagers.

Les responsables CGT de la SNCF, solidaires de toutes ces actions, y ont parfois participé. Ceux de la CGT de Cléon sont également favorables à l'extension du mouvement. Par contre certains se sont montrés réticents à encourager les débrayages et à convaincre les salariés de rejoindre les cheminots dans la lutte : cela a été le cas à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie et aux Transports en Commun de l'Agglomération Rouennaise, ce qui a mécontenté les cégétistes combatifs dans ces secteurs-là.

Le week-end des 9 et 10 décembre a été consacré à s'adresser à la population sur les marchés et devant les supermarchés avec les enseignants en grève. Devant l'assemblée du samedi à Sotteville, le responsable CGT du dépôt, Sylvain Brière, déclarait qu'il fallait *« se mettre dans la tête »* que la semaine à venir serait consacrée à la grève.

Le dimanche 10 décembre, une quarantaine de membres du comité d'organisation se sont retrouvés pour préparer l'action du lundi. La plupart étaient des militants syndicalistes, du PC ou de plusieurs organisations d'extrême-gauche. Lundi à 4 heures du matin 450 cheminots avec le renfort de 200 enseignants, postiers, communaux, ouvriers de Renault-Cléon ou du CKD-Renault ont participé à quatre barrages filtrants aux entrées de la ville jusqu'à 9 h 30, provoquant d'importants embouteillages mais surtout des discussions et des marques de sympathie.

Le mardi 12 décembre la détermination des cheminots était intacte, d'autant que la manifestation en ville a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes dans une joyeuse ambiance. Le porte-parole de la CGT-cheminots s'est taillé un succès en concluant son intervention par un vigoureux : *« C'est aux riches de payer ! »*

Correspondant LO

À Lyon

Aux ateliers d'Oulins

Durant la semaine du 4 au 8 décembre, la grève s'est un peu effritée, bien plus parmi les agents de maîtrise que parmi les ouvriers, qui étaient pour plus de la moitié en grève vendredi.

Pendant cette semaine, la CGT a organisé des visites aux piquets de grève des Télécoms à Oulins et au dépôt d'Oulins des Transports en commun lyonnais où certains chauffeurs étaient en grève au début de la semaine.

Certains grévistes cheminots voulaient durcir le mouvement vis-à-vis des non-grévistes. Lundi matin, le piquet s'est disposé de manière à empêcher tout le monde d'entrer. Le portail a même été soudé : 800 personnes se sont retrouvées dehors. Certains cheminots qui ne faisaient pas grève tous les jours se sont retrouvés soulagés qu'on les empêche d'entrer. Il n'y a eu que quelques irréductibles pour vouloir essayer de passer à tout prix, comme certains cadres qui ont sauté le mur 300 m plus loin.

Vu la situation, le patron a demandé à tout le monde de rentrer chez soi. Mardi matin, il n'y avait qu'une petite porte ouverte, mais le piquet était si imposant que personne n'a essayé de le forcer. Et les grévistes qui se sont rendus à la manifestation étaient encore plus nombreux que les fois précédentes.

Au dépôt de Vénissieux

Là aussi l'attitude s'est un peu durcie vis-à-vis des non-grévistes. Depuis le vendredi 8, les piquets de grève les obligent à garer leurs voitures à l'extérieur et à traverser le dépôt à pied. Chez les roulants et les ouvriers des ateliers, la grève est quasi totale. Les assemblées générales regroupent tous les jours près de 300 personnes, et même encore plus lundi 11. Les piquets étaient toujours assurés par les roulants et les sédentaires ensemble, jour et nuit y compris le week-end.

Quelques cheminots ont participé, avec la CGT, à une manifestation des ouvriers de RVI qui avaient débrayé le matin du jeudi 7. Mais à RVI il n'y a pour l'instant que des débrayages, comme dans la plupart des usines de Vénissieux et de la région lyonnaise.

Suite aux premiers reculs de Juppé, dimanche 10 et lundi 11, les syndicats ont eu des réactions variées. Malgré la position nationale de reprise, les représentant de la CFTC ne se sont pas exprimés et au bâtiment Lugdunum, à Lyon, ils ont appelé à continuer tous ensemble. Partout, la CGT a la position la plus claire pour la continuation de la grève, disant que, même si le contrat de plan était gelé, le plan Juppé était toujours là.

Mardi 12 décembre, quelques-uns pensaient que les cheminots avaient en partie obtenu satisfaction et qu'il fallait commencer à songer à la fin de la grève. Mais l'immense majorité des grévistes était pour la continuer. Et tous espéraient que les manifestations de ce jour-là auraient une telle ampleur que Juppé serait obligé de céder encore davantage.

Et de fait, à Lyon aussi, la manifestation a été plus importante que toutes les précédentes. Les cheminots, les postiers, les enseignants, les pompiers et bien d'autres étaient plus nombreux, et même le secteur privé était plus représenté.

Correspondant LO

Au triage de Sibelin (Rhône)

LO

Au triage SNCF de Sibelin, dans le Rhône, la grève est toujours aussi bien suivie.

Chaque assemblée générale regroupe jusqu'à 150 cheminots qui votent chaque jour la reconduction de la grève.

Jeudi 7, nous avons participé à une bonne cinquantaine à la manifestation lyonnaise derrière deux banderoles : l'une avec les sigles syndicaux, l'autre avec *« Cheminots de Sibelin, on tiendra ! »*

Dans la nuit de mercredi à jeudi, un tas d'environ 2 tonnes d'éclisses (lourdes pièces métalliques qui joignent les rails) a été déposé devant la porte du bâtiment où sont les quelques cadres non grévistes, éclisses copieusement enduites de graisse d'aiguillage... Le patron, fou de rage, cherche encore qui a bien pu faire un tour pareil.

Samedi 9, la direction a tenté une manœuvre pour faire sortir quelques wagons de produits dangereux pour approvisionner les usines chimiques de la région, Rhône-Poulenc, Atochem, etc, qui seraient au bord du chômage technique. Le patron a voulu prendre les grévistes par la fibre « sécurité » en leur faisant croire que le stationnement de wagons de chlore et de cyanure au triage depuis 17 jours était dangereux. Les grévistes, qui vivent toute l'année avec ces marchandises dangereuses, ont flairé le coup. Et quand les pompiers (grévistes eux aussi) sont venus examiner les wagons, c'est à une trentaine que nous les avons accompagnés. Heureusement, car le patron laissait tranquillement un pompier monter sur le toit des wagons pour examiner le dôme alors que le courant n'était pas coupé dans la caténaire (1 500 volts). Et dire que ce patron était, il y a peu, président du CHS !

Les pompiers n'ayant pas décelé de fuites, la direction a décidé qu'il fallait qu'un « expert » les examine et prétendait qu'il y en avait de très bons dans les usines destinataires ! Les cheminots grévistes lui ont ri au nez mais ont renforcé les piquets de grève ce week-end afin qu'aucun wagon ne soit déplacé.

Au triage de Saint-Jory (près de Toulouse)

Le triage de Saint-Jory (environ 250 cheminots) est en grève depuis le vendredi 24 novembre, à l'appel de tous les syndicats. Les AG regroupent régulièrement entre 90 et 150 cheminots suivant les jours, tous services confondus (sauf les roulants qui se réunissent à part). Il n'y a qu'une quinzaine de non-grévistes, qui sont parqués dans un local à ne rien faire.

Jusqu'au 1er décembre, les piquets de grève laissaient passer les camions de la Compagnie Nouvelle des Conteneurs, qui a son chantier sur place, et les seules distributions de tracts qui avaient lieu se faisaient en direction des « usagers » ou au Géant Casino. A partir du 4, la CGT a décidé de bloquer le triage et repris l'idée d'aller voir les travailleurs des entreprises voisines.

50 cheminots sont allés à l'ABG-SEMCA (entreprise de sous-traitance aéronautique), sous une pluie torrentielle qui n'a pas facilité les discussions. Une quinzaine sont allés rejoindre ceux de Toulouse à *France 3*. A 500, on a posé une voie devant les studios tandis que les journalistes recevaient les responsables syndicaux. L'après-midi, même chose devant la mairie de Toulouse.

Mercredi 6, 60 cheminots ont rencontré les syndicats des routiers, qui avaient annoncé une opération escargot pour le 7 décembre.

La participation aux manifestations est toujours plus massive et gonfle le moral. Le cortège cheminots est de manif en manif plus imposant. Il y avait 50 000 personnes, selon les organisateurs, dans la manifestation toulousaine, dont plus de 2 000 cheminots. Le 7, la police elle-même s'est arrêtée de compter, les organisateurs annonçaient 80 000 personnes, et les cheminots y étaient encore plus nombreux.

Ce même jour, les cheminots de Saint-Jory, invités à prendre la parole à l'AG des instituteurs en grève, y sont allés à 5 et, après une brève prise de parole, ont été ovationnés par les 400 à 500 instituteurs présents. Le lendemain, le 8, avec ceux de Toulouse à la gare Matabiau, nous sommes allés devant le Conseil régional. Un millier de cheminots s'y retrouvaient, avec une trentaine d'étudiants de la faculté de Lettres du Mirail. Une étudiante membre du comité de lutte fit une intervention très applaudie. Le soir, la gare Matabiau fut transformée en restaurant, et 500 cheminots se retrouvèrent pour un casse-croûte sur un des quais, entre deux rames. Les coups de klaxon et le monde sur le quai ont fait rappliquer certains journalistes qui croyaient à un départ de train ! Le soir, Francesca Solleville fit un récital pour les grévistes dans un hall comble.

Le moral des grévistes est renforcé par ces manifestations de solidarité. Et mardi 12, nous nous sommes retrouvés à la manifestation, encore plus massive que les précédentes. Le soir, une soirée casse-croûte et spectacle était organisée dans le hall de la gare de Toulouse, pour tous les travailleurs en lutte, conjointement par les cheminots et les instituteurs.

« EUROSTAR » ET LA GRÈVE

La compagnie qui gère les trains « Eurostar » circulant entre Paris, Londres et Bruxelles, est une filiale commune de droit privé des compagnies nationales des trois pays concernés. Cette filiale doit d'ailleurs devenir indépendante et passer sous le contrôle du consortium qui construira la future liaison TGV entre le tunnel sous la Manche et Londres. Il faut d'ailleurs noter que, dans le fameux déficit de la SNCF que Juppé veut faire payer par les cheminots, le coût de construction des lignes Eurostar figure en bonne place, même si, au bout du compte, c'est une compagnie de droit privé qui en bénéficie !

Jusqu'au 6 décembre, quelques trains Eurostar fonctionnaient plus ou moins bien au départ de la gare du Nord en direction de Londres – tout au moins quand ils n'étaient pas arrêtés par des barrages de grévistes sur les voies.

Mais il ne faut pas croire que les roulants anglais auxquels Eurostar a fait appel pour assurer ces services l'ont fait de gaieté de cœur. Dans un premier temps, la direction d'Eurostar s'était mis dans la tête de leur faire assurer la totalité des services quotidiens comptant les appâter avec les heures supplémentaires. Mais elle a vite dû déchanter et réduire ses objectifs de moitié face à leur refus.

Puis, furieux de servir de briseurs de grève, les roulants britanniques, tous syndiqués au RMT (Syndicat du rail, de la mer et des transports), se sont adressés à la direction de leur syndicat, exigeant qu'elle lance un mot d'ordre de grève. Sachant bien que leurs dirigeants refuseraient de couvrir un mouvement de solidarité avec leurs camarades français, les roulants ont même proposé que le RMT invoque l'insécurité créée par la grève sur le réseau français. Peine perdue. C'était trop demander aux bureaucrates du RMT. Dans les 24 heures qui ont suivi, le secrétaire général du RMT publiait un communiqué dans la presse indiquant que jamais il ne donnerait son accord à un tel mouvement de grève.

Depuis, les cheminots de la gare du Nord sont venus à la rescousse de leurs camarades anglais en occupant un poste de contrôle clé. Désormais, les Eurostar arrivent et partent de Lille, au grand dam des dirigeants de la compagnie.

SNCF

Au dépôt de Paris-Sud-Ouest

« ON IRA JUSQU'AU BOUT »

Cette seconde semaine de grève, les assemblées générales, reconduisant chaque jour la grève à l'unanimité, ont été aussi nombreuses, rassemblant de 100 à 130 cheminots, sédentaires et roulants. Parfois même plus nombreuses, avec des délégations de grévistes du Tri d'Austerlitz ou de ceux d'Ivry, d'instituteurs et de grévistes de la RATP, des impôts de Villejuif. De notre côté, nous avons rendu visite aux travailleurs de Renault-Choisy, de Rhône-Poulenc, d'Air Inter et d'Air France. Ces derniers nous ont conviés à l'arbre de Noël organisé par leur CE, nous permettant de nous adresser largement aux travailleurs d'Air France.

Les deux manifestations de la semaine, celles du 5 décembre à Paris et du 7 à Créteil, nous ont vus côte à côte avec d'autres cheminots, des postiers, du personnel de l'hôpital de la Salpêtrière. A Créteil, venus de tout le Val-de-Marne, nous nous sommes retrouvés à plus de dix mille.

Ces manifestations, qui grossissent de jour en jour, donnent un moral d'acier à tous. Le fait que les syndicats CGT, CFDT, FO et FGAAC poussent au développement du mouvement, y contribue également. Une telle ambiance provoque beaucoup de discussions. Beaucoup découvrent la société, ses mécanismes, le rôle des médias, les mensonges des politiciens et la solidarité qui peut exister entre travailleurs.

En fin de semaine, tous disaient : *« On ira jusqu'au bout »*. Et le succès de la manifestation parisienne du mardi 12 décembre nous a confirmés dans notre résolution.

Gare de Lyon (Paris)

Au lendemain des déclarations de Juppé, le piquet de grève et l'assemblée générale sur la gare de Lyon n'avaient jamais été aussi nombreux. Nous nous sommes retrouvés à 90 pour discuter, dont 8 travailleurs du dépôt RATP de la Porte-de-Vincennes. L'un d'entre nous, donnant le ton à l'assemblée, disait : *« Juppé m'a convaincu de continuer »*. Et comme une certaine inquiétude régnait sur l'attitude des roulants et du syndicat corporatiste FGAAC, nous avons été nombreux au dépôt voisin des agents de conduite. Ils étaient 90. La FGAAC déclarait avoir noté un *« changement de ton »* chez Juppé, qui incita ses quatre délégués à s'abstenir sur la reconduction de la grève, votée par les autres syndicats et le reste de l'assemblée à l'unanimité. Il restait à organiser la poursuite du mouvement.

Paris-Conflans

Près de la gare de Lyon, à Paris-Conflans, à l'atelier d'entretien et de maintenance des rames du TGV Sud-Est, le bruit a couru, au cours du week-end des 9 et 10 décembre, que certains chefs avaient l'intention de faire circuler des rames. Cela ne pouvait qu'être symbolique, car on ne déplace pas une rame TGV comme un jouet. La réponse des grévistes de l'atelier et du dépôt des roulants (rue du Charolais) de la gare de Lyon a été nette : ils ont décidé ensemble d'aller occuper le poste de commandement des manœuvres des rames.

Depuis, l'occupation se poursuit et s'est organisée avec liaison entre cheminots d'un poste à un autre par talkies-walkies, susceptible de bloquer toute tentative d'intervention des flics ou de la direction. Une petite occupation, mais tous métiers confondus et très efficace.

Villeneuve-Saint-Georges

UNE UNITÉ DIFFICILE

Plusieurs établissements SNCF sont regroupés sur la commune de Villeneuve-Saint-Georges : les ateliers du TGV Paris-Sud-Est, l'Équipement dont les travailleurs font, en particulier, les réparations des aiguilles et caténaires, les Voies et Bâtiments, le dépôt des agents de conduite des rames banlieue (où travaillent sédentaires et roulants côte à côte), les ateliers de VIP (Villeneuve-Prairie) qui assurent la maintenance des voitures Corail et le triage marchandises. Au total, c'est une concentration ouvrière de près de deux mille cheminots, sédentaires et roulants, ce qui est assez rare à la SNCF où les lieux de travail sont particulièrement dispersés. Depuis le début de la grève, l'attitude des militants syndicaux, en particulier ceux de la CGT, est à la méfiance vis-à-vis de toutes les initiatives qui pourraient unir les travailleurs de tous les établissements. Par exemple, aux assemblées générales quotidiennes des ateliers VIP qui rassemblent, depuis le début, une centaine de cheminots sédentaires, l'idée d'aller visiter les camarades des ateliers du TGV Paris-Sud-Est où les grévistes sont minoritaires (entre 30 et 40%) a été systématiquement repoussée par les militants CGT. A Villeneuve, malgré les directives apparemment données partout par la direction de la CGT, les militants CGT, eux, n'ont pas suivi. Ils n'ont pas poussé aux initiatives de tous, ni rompu avec de vieilles pratiques qui freinent l'extension et la consolidation du mouvement. Au dépôt des agents de conduite par exemple, il y a bien une seule assemblée des grévistes mais les votes sont séparés, d'un côté les sédentaires du dépôt, de l'autre les roulants, alors que tous se souviennent de la grève de 1986 et de la façon dont elle avait été affaiblie par cette division entre roulants et sédentaires.

Sur le réseau Sud-Ouest

Depuis le début de la grève, à Brétigny, les assemblées générales réunissent entre 250 et 340 participants. Elles regroupent tous les services cheminots de cette partie de l'Essonne : cheminots (sédentaires ou roulants) de Brétigny, des gares entre Sainte-Geneviève-des-Bois, Etampes, Dourdan, etc.

Bon nombre d'entreprises et tous les marchés des alentours ont été visités par les grévistes de Brétigny. Des délégations de l'EDF en grève, de Renault-Lardy, des instituteurs, des étudiants de la faculté d'Orsay ont participé à nos assemblées. Et, en retour, des délégations de cheminots grévistes sont allées les voir, les encourager à continuer ou à se mettre en grève comme à Renault-Lardy.

Des liens se tissent ainsi tous les jours.

Lundi 11 décembre, une opération « péage ouvert » à Saint-Arnoult sur la A10 a été organisée avec entente du personnel de Cofiroute et des grévistes. Les cheminots venaient de Brétigny, de Juvisy, du dépôt de Paris-Sud-Ouest, il y avait aussi des grévistes d'EDF, de La Poste et des étudiants de la faculté d'Orsay. Au total, à 300, nous avons fait passer les voitures gratuitement, ce qui a provoqué la sympathie et le soutien financier des automobilistes. Ce qui est bon pour le moral !

Aux Ateliers de Châtillon (Hauts-de-Seine)

Aux ateliers de Châtillon du TGV Atlantique, le 11 décembre, il y avait beaucoup de monde au piquet de grève. Ce jour-là, ce fut aussi la plus grosse assemblée générale. Nous étions 400. Beaucoup de délégations d'autres entreprises étaient présentes : des PTT Brune, des communaux de Bagneux, des impôts, des instituteurs, des gars de la RATP et des militants du PCF de Bagneux.

Après discussions sur les manœuvres de Juppé, une résolution a été prise disant qu'on ne reprendrait pas le travail sans les autres. La CGT, FO et la CFDT ont appelé à continuer. L'ambiance était enthousiaste et la grève a été reconduite jusqu'au mercredi 13 décembre. Une banderole commune et un cortège commun pour tous les grévistes du coin ont été décidés et, à la manifestation du 12, nous avons défilé tous ensemble.

Auparavant, des groupes de cheminots s'étaient rendus dans des assemblées qui se tenaient avant la nôtre. Ils nous firent part de l'inquiétude des grévistes d'autres entreprises sur notre attitude future. Il fut donc décidé d'envoyer un maximum d'équipes aux assemblées ou aux piquets, afin de les rassurer.

RATP

Dans le métro parisien

Au métro, la journée de manifestation et de grève du 12 décembre a été particulièrement bien réussie.

Le matin, comme chaque jour, la grève a été reconduite par vote à main levée dans tous les terminus du métro. Fait nouveau, un premier fax de la direction, vague au possible, est arrivé tôt le matin, reprenant les propos de Juppé sur la possibilité qui nous serait laissée de partir en retraite à 50 ans. Devant les protestations des grévistes, la direction a fait parvenir dans la matinée un second fax précisant cette fois la manière dont la direction RATP reculait précisément sur notre régime, nous laissant le bénéfice des 37,5 annuités pour toutes les catégories de travailleurs ainsi que l'intégralité de ce qui compose notre régime de retraite.

Cela n'a pas empêché l'ensemble des grévistes de partir à la manifestation…

Aux Ateliers de Championnet

Aux Ateliers de Championnet, les assemblées générales se tiennent tous les matins : 110 à 130 travailleurs votent pour toutes les décisions. Dès le début de la grève, l'occupation des locaux a été décidée. Les grévistes n'empêchent personne de rentrer pour travailler mais aucune livraison de matériel ne se fait. Depuis quelques jours, nous partons par petits groupes voir les postiers de la rue Duc voisine, ou les employés de la BNP, boulevard Barbès, et ceux du dépôt de bus de Belliard.

L'ambiance est très bonne et, dans la cour de l'usine, nous avons dressé un sapin, signe que nous sommes prêts à tenir en grève jusqu'à Noël s'il le faut…

LO

Région parisienne

Une deuxième semaine de grève à La Poste et France Télécom

LO

A La Poste et à France Télécom, où la grève a démarré à partir du 28 novembre, toute la semaine a été marquée par les efforts des grévistes les plus engagés dans le mouvement, les militants syndicaux – CGT, FO, SUD et souvent CFDT – ainsi que des non-syndiqués, qui se sont efforcés de convaincre leurs camarades de travail de rejoindre la grève. Et depuis deux semaines maintenant, la grève s'est effectivement élargie à d'autres bureaux de poste, d'autres centres de Télécoms, et a continué à se développer là où elle avait commencé. La journée du mardi 5 décembre a été incontestablement un temps fort du mouvement chez les postiers de la région parisienne : plus nombreux furent ceux qui se mirent en grève ce jour-là, ne serait-ce que pour la journée, et plus nombreux furent ceux qui participèrent à la manifestation. Certains commencèrent même la grève à cette occasion.

Dans certains centres de tri et bureaux de poste, on a assisté à un fléchissement de certains grévistes autour du week-end, mais la participation à la grève mardi 12 et à la manifestation parisienne a été plus importante encore que la semaine précédente.

Aux chèques postaux ou à la CNE, le mouvement s'est encore développé vendredi 8 et lundi 11, et là aussi la journée du mardi 12 a été un succès.

Il faut dire que le premier recul de Juppé a constitué un encouragement pour les grévistes et a encore renforcé la sympathie à leur égard. Les militants y ont puisé de nouveaux arguments pour appeler à tenir bon et à s'y mettre tous.

Les habitudes sont prises maintenant de se retrouver le matin au piquet pour convaincre les non-grévistes, de faire le tour des services pour discuter avec eux, de tenir des AG auxquelles participent quelques dizaines de grévistes actifs qui organisent les activités de la journée et forment ensuite des petites équipes pour aller rendre visite, qui à d'autres bureaux de poste ou à d'autres centres de télécoms, qui aux cheminots, aux grévistes de la RATP ou de l'EDF. Et puis on est sollicité par des militants d'autres entreprises pour venir prendre la parole dans leurs AG, dans les hôpitaux, aux finances, à la DDE. Les contacts fraternels se nouent entre les militants de la grève qui s'épaulent et s'entraident d'un centre à l'autre, d'une entreprise à une autre et ce n'est pas un des moindres acquis de cette grève.

A l'échelle nationale, la direction de La Poste reconnaît elle-même qu'il y a eu plus de deux fois plus de grévistes mardi 12 décembre que les autres jours. Il faut souhaiter que tous ceux qui viennent de rejoindre la grève tiennent bon eux aussi et que la réussite du 12 donne un nouvel élan à la grève.

Juppé commence à reculer, c'est le moment ou jamais de renforcer encore le mouvement pour l'obliger à céder non seulement sur la retraite des cheminots mais sur la retraite après 37 ans et demi de cotisations pour tous, et l'empêcher de faire payer aux seuls salariés le déficit de la Sécu.

Jusqu'à présent, le mouvement s'est développé dans le pays et il a commencé à faire reculer le gouvernement. Pour la première fois depuis le début de la crise et les attaques répétées contre les travailleurs, nous avons l'occasion de mettre un coup d'arrêt à cette politique-là. Pour ne pas la laisser échapper, il ne faut pas lâcher prise, il faut renforcer encore la grève et aller jusqu'au bout. C'est Juppé qui doit céder.

• Au Tri Austerlitz

Depuis mardi 5 décembre, la grève a tenu bon au centre de tri Austerlitz (Paris 13e). Partie d'abord minoritaire dans la nuit du 28 au 29/11, elle s'était développée grâce aux efforts des militants syndicaux et des premiers grévistes pour atteindre les 50% le premier week-end de décembre.

Le lundi 4 et le mardi 5, de nouveaux collègues s'y mettaient, faisant monter le nombre de grévistes à 80%, avec une forte participation à la manifestation du 5 (130 postiers d'Austerlitz).

Le lendemain, nous nous retrouvions autour de 50% et 80 postiers ont participé à la manifestation du 7.

Lundi 11, le nombre de grévistes a légèrement diminué, mais avec tous les absents, il y a peu de monde au travail… et peu de travail de fait.

Pendant cette semaine de grève, de nombreuses délégations ont été organisées auprès de travailleurs d'autres entreprises : à Paris 13 et à Paris 5 à plusieurs reprises, avec en retour des visites des camarades grévistes de ces deux bureaux de poste. Délégations aussi au centre des impôts du 13e, à la faculté Tolbiac, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, et dans d'autres entreprises du 13e, vers les travailleurs en grève de la TIRU d'Ivry (incinération d'ordures), vers les éboueurs chargé des poubelles du 13e…

• A la recette principale de la rue du Louvre

La grève continue et le nombre de grévistes se maintient depuis le premier jour. Les militants CGT, FO et SUD ainsi qu'une partie de ceux de la CFDT appellent énergiquement chaque jour à la poursuite de la grève. Il y a en gros entre 65 et 70% de grévistes au centre de tri et sur le bureau mixte qui regroupe les facteurs, 30% les jours de manifestation et 20% les autres. Au plus, depuis une semaine, 4 guichets seulement sur 21 sont ouverts et la direction a été obligée de les fermer entièrement le week-end alors qu'elle se targue que ce bureau soit ouvert 7 jours sur 7.

À chaque manifestation nous organisons un départ de Paris-Louvre où nous nous retrouvons à environ 150, auxquels se joignent une cinquantaine de travailleurs d'entreprises proches (FNAC, Télécoms). À plusieurs reprises, nous sommes allés rendre visite aux bureaux satellites, aux travailleurs de la Banque de France et lundi 11 décembre aux cheminots de la gare de l'Est. La déclaration de Juppé du dimanche soir a été accueillie par les plus combatifs des grévistes, la quarantaine qui sont au piquet tous les matins, comme un encouragement à continuer le mouvement. Et si quelques grévistes avaient repris le travail lundi 11, beaucoup se sont remis en grève mardi 12.

• Au Tri Issy-les-moulineaux

Au Centre de Tri Automatique (CTA) d'Issy, la grève a démarré dès la nuit du 28 novembre, à l'appel de la CGT à laquelle se sont joints les syndicalistes des autres organisations présents sur le centre. Chaque jour, la grève a été reconduite dans les assemblées générales – la plus importante, celle de 20 h, regroupe une centaine de personnes – et le chiffre de grévistes est resté à peu près stable en nuit, où pratiquement tous les postiers présents sont en grève. Les quelques non-grévistes font de la présence… En jour, le chiffre de grévistes oscille autour de 60%.

Toute la semaine, nous sommes allés à quarante, trente ou dix aux bureaux de poste, à l'EDF, à la TIRU (incinération d'ordure), à l'hôpital Corentin-Celton, etc., souvent parce que des militants nous demandaient de venir. En revanche, notre AG a servi de point de rassemblement à des bureaux de poste. Sans compter les manifestations où nous nous sommes retrouvés, comme à Nanterre, ou à celle que nous avons improvisée en décidant, un soir, de revenir au CTA par le centre-ville, et où nous avons été accompagnés, applaudis, salués à coups de klaxon!

Après le discours de Juppé, au soir du 10 décembre, la grève a été massivement reconduite, chacun sentant qu'il n'y avait aucun recul significatif de sa part. Lundi soir, elle l'a été également. Mardi 12, c'est à près de 120 que nous avons rejoint la manifestation centrale.

• Paris 9

Une assemblée générale s'est tenue chaque matin, regroupant de cent à cent cinquante personnes, grévistes et non-grévistes du jour, de la veille ou du lendemain!

À une quinzaine, le lundi 11 décembre nous avons fait le tour de quelques bureaux satellites du 9e arrondissement pour aller ensuite au centre Télécoms Navarin, abandonnant pour un jour l'habitude que nous avions prise de retrouver les grévistes de Paris 10 et les cheminots de la gare du Nord. Mais nous les avons encore rejoints le mardi pour aller en manifestation jusqu'à la République, à la manifestation centrale.

• La direction n'assure pas

Lorsque débuta la grève de la RATP, la direction de la recette principale de la rue du Louvre avait incité les chauffeurs du bureau à partir le soir avec leurs camions et à ramener le lendemain leurs collègues au travail.

Ceux qui ont accepté ont aujourd'hui de bonnes raisons de penser que la direction s'est moquée d'eux. Jusqu'à 14 personnes se sont entassées dans des véhicules assurés seulement pour 9. Et il a fallu qu'un véhicule disparaisse en banlieue et qu'un autre soit détérioré pour que la direction avoue aux syndicats… qu'elle n'était pas sûre qu'ils soient assurés en dehors de Paris!

Du coup, certains chauffeurs ont préféré rendre les clés à la direction.

• Paris 18

La grève reconduite tous les matins à l'appel de tous les militants CGT, CFDT et SUD du bureau regroupe autour de 20% des postiers, et plus pour les jours de manifestation car, au-delà du «noyau dur», certains ne font grève que pour les temps forts. C'est devenu une habitude d'aller rendre visite aux cheminots de la gare du Nord, aux grévistes de la RATP de l'arrondissement, quand ce n'est pas d'autres travailleurs en grève qui viennent à nos assemblées générales. La manifestation de mardi 12 a été préparée par des visites aux petits bureaux satellites et au centre Télécoms voisins.

• Au garage Keller

Nous sommes en grève depuis le 30 novembre à 80% environ. C'est dire que le garage Keller des *«camions jaunes»* de La Poste, qui compte 250 personnes, ne fonctionne plus du tout. Comme dans beaucoup d'endroits, la grève est reconduite chaque jour et nous avons pris l'habitude de nous déplacer beaucoup, comme de recevoir en échange beaucoup de grévistes à nos AG. Et comme dans ce garage – où le nombre de syndiqués est très élevé – nous étions tous d'accord, militants de la CGT et du SUD de tous bords politiques comme non-syndiqués ou autres syndiqués, nous avons élu en assemblée générale un comité de grève composé des 12 personnes qui s'étaient mises le plus en avant pour organiser la grève.

La journée du lundi 11 s'est passée en tournées pour appeler d'autres secteurs à se mettre en grève et à manifester mardi. Mardi soir, 12 décembre, nous avons voté la reconduction de la grève pour le lendemain.

LO

LE MOUVEMENT À LIMOGES

À Limoges, le mouvement a franchi un nouveau pas mardi 5 décembre. La manifestation était très grosse, la presse annonçait 20 000 manifestants.

Plusieurs secteurs étaient alors en grève reconductible : les cheminots, les travailleurs du centre de tri, de l'EDF, de la DDE ; ainsi que ceux des Télécoms, des Impôts, de l'hôpital Esquirol et les communaux, grèves votées dans ces derniers secteurs par une petite majorité ou une minorité (les communaux allaient reprendre le travail vendredi).

Mais la manifestation du jeudi 7 fut encore plus impressionnante. La presse parle de 30 000 manifestants. Et pour la première fois à Limoges, lorsque les premiers manifestants arrivaient au Champ de Juillet, terme de la manifestation, les derniers n'étaient pas encore partis. Mais des centaines de manifestants resteront assez longtemps, reprenant des slogans, ne se décidant pas à se séparer.

Ce jour-là, les salariés de la TCL (transports en commun) se sont mis en grève pour 24 heures, tout comme les éboueurs. Les cortèges des entreprises privées étaient plus importants. Un peu partout, CGT, FO et parfois CFDT ont appelé à 2 heures ou 4 heures de débrayage. Les cortèges de RVI, de Legrand ont regroupé plusieurs centaines de travailleurs. Mais il y eut aussi des cortèges de travailleurs du bâtiment (une petite entreprise, la SMAC sera en grève du mardi 5 au lundi 10, à l'appel de la CGT, avec en plus des revendications locales qui seront satisfaites), un cortège des travailleurs de la porcelaine. Les cortèges des services publics ont grossi, notamment celui des Impôts, de la Sécurité sociale…

Se sont ajoutés aussi de gros cortèges d'enseignants et de lycéens. Les étudiants étant, eux, moins nombreux. L'ampleur de la manifestation a donné le moral à tous. Vendredi 8, les secteurs en grève reconductible continuent. Des assemblées générales ont regroupé quelque 150 à 200 employés aux chèques (PTT) qui ne basculent pas encore dans la grève totale. Dans les entreprises du privé, pour l'instant, les travailleurs se préparent aux jours de manifestation. Dans l'enseignement, les assemblées générales ont décidé souvent de reprendre les samedi et lundi pour repartir mardi 12. Le mouvement restait plus suivi chez les instituteurs.

La grève était toujours aussi suivie à la SNCF, les assemblées générales regroupant toujours plus de 600 cheminots et votant massivement la reconduction de la grève (une vingtaine de votes contre).

Les piquets sont toujours là. Et bien des travailleurs d'autres entreprises passent apporter leur soutien, comme des employés de Darty remettant l'argent d'une collecte, ou comme ce retraité qui apporte des paquets de café…

Il y a toujours beaucoup de cheminots qui participent aux visites aux autres entreprises. En début de semaine les discussions avec les travailleurs de la TCL (transports en commun), ont certainement joué dans le fait qu'ils se mettent en grève le jeudi 7.

En fin de semaine, la CGT avait décidé de renforcer le nombre de cheminots participant à ces visites. Ce qui a été fait dès le soir même avec la visite à Valéo, puis le lendemain en allant discuter avec les travailleurs de Legrand, grande entreprise de matériel électrique. Nous sommes aussi aller prêter main-forte aux camarades des Télécoms pour renforcer leurs piquets de grève.

Samedi 9, nous sommes de nouveau retournés sur des marchés, puis les visites à d'autres travailleurs ont repris dès le lundi. Partout nous sommes bien accueillis. Les discussions vont bon train. Nous gardons des contacts avec certains pour se tenir au courant de l'évolution du mouvement. Et bien que, pour l'instant, beaucoup hésitent encore à se lancer dans la grève reconductible, les débrayages les jours de manifestation sont souvent importants.

Ainsi la manifestation de mardi 12 décembre a regroupé autant de manifestants que celle de vendredi. Il y avait cette fois-ci moins de lycéens et d'étudiants, donc certainement plus de salariés. Certains cortèges, comme celui de l'hôpital Esquirol, du CHU, des Impôts étaient plus importants. Les débrayages les jours de manifestation dans les entreprises du privé sont toujours suivis, et les travailleurs du privé sont toujours aussi nombreux. Beaucoup pensent que Juppé commence à lâcher et que ce n'est pas le moment de relâcher la pression. Et on entendait : *« Il faudra faire aussi bien ou mieux à la prochaine manif »*.

LO

LO

Les cheminots grévistes de Saint-Pierre-des-Corps près de Tours. Rassemblement devant la direction régionale de Tours (en haut). Une AG des roulants et sédentaires au dépôt (ci-contre).

À Roanne

A Roanne, les manifestations contre le plan Juppé sont particulièrement bien suivies. Ces manifestations se succèdent tous les jours depuis le vendredi 1er décembre, avec au moins 3 000 manifestants. Mais plusieurs d'entre elles étaient plus nombreuses, en particulier celle du jeudi 7 décembre qui a regroupé 8 000 personnes, du jamais vu à Roanne depuis Mai 68.

Il faut dire que les travailleurs et la population du Roannais ont des raisons supplémentaires pour s'opposer au plan Juppé. En effet, ce plan se traduirait par la fermeture pure et simple des services de la Sécurité sociale, de la Caisse d'Allocations Familiales et de l'URSSAF. Outre les suppressions de postes que cela entraînerait, cela voudrait dire également pour la population l'obligation de se déplacer à Saint-Etienne (80 km) pour un certain nombre de démarches administratives.

Dans les manifestations, on trouve bien entendu des cheminots et des postiers en grand nombre (la poste principale de Roanne est fermée depuis une semaine) mais aussi des hospitaliers, des agents d'EDF, de France Télécom, de la DDE et des enseignants. Des travailleurs du secteur privé ont pris également l'habitude de débrayer deux heures tous les jours pour se joindre aux manifestations.

Un rituel s'est installé depuis le début : bien que le cortège change de trajet tous les jours, les manifestants ne manquent jamais de passer devant la permanence de Nicolin, le député de droite, où les huées fusent de toutes parts.

Cela fait bien longtemps qu'on n'avait pas vu à Roanne des manifestations aussi nombreuses et dynamiques !

Correspondant LO

À Reims

A Reims, les cheminots continuent à donner le ton au mouvement. Jeudi 5 décembre, dans l'après-midi, plus de 6 000 manifestants ont parcouru les rues de la ville, de la Maison des Syndicats à la mairie. Cheminots avec fumigènes et pétards, autres grévistes avec tambours et trompettes, postiers, gaziers et électriciens, quelques salariés d'entreprises privées, rejoints par quelques centaines d'étudiants de la Faculté de Lettres et de Sciences, et des lycéens de Jean-Jaurès et d'ailleurs, ont dit ce qu'ils pensaient du plan Juppé.

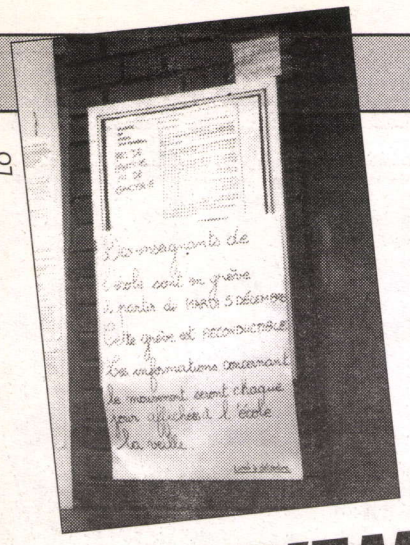
La même chaude ambiance avec plusieurs milliers de grévistes régnait dans les rues de Châlons-en-Champagne et d'Epernay où les cheminots ouvraient la marche. Cela faisait longtemps qu'il n'y avait pas eu autant de monde dans les rues de Reims et dans les villes alentour. Autant dire que cela a donné un sacré moral à plus d'un.

À l'hôpital Esquirol de Limoges

Au centre Hospitalier Esquirol de Limoges, c'est lundi 4 décembre que nous avons voté la grève lors d'une assemblée générale appelée par FO et la CGT. Depuis la grève est reconduite.

Les assemblées générales regroupent plusieurs dizaines d'employés. Et si nous ne sommes qu'une minorité en grève chaque jour, nombreux sont ceux qui font une demi-journée, un jour, ou choisissent de se mettre en grève les jours de manifestation. Nous sommes régulièrement un cortège de plus d'une centaine aux manifestations, CGT et FO manifestant dans le même cortège. Il y a de l'ambiance derrière nos banderoles : «*Hospitaliers d'Esquirol contre le plan Juppé*» et «*37 1/2 pour tous*». On ne manque ni de slogans, ni de chansons…

Et depuis quelques jours, les banderoles ne manquent pas non plus sur les grilles de l'hôpital.



LE MOUVEMENT DES ENSEIGNANTS

Dans l'enseignement, la FSU (fédération qui regroupe le SNUipp pour l'enseignement primaire, le SNES pour l'enseignement secondaire et le SNESsup pour les facultés) avait appelé à une journée de grève et à la manifestation du vendredi 24 novembre.

Beaucoup d'enseignants étaient sortis et avaient manifesté. Dans le mouvement qui prenait de l'ampleur ailleurs, certains avaient continué en faisant grève le mardi 28 novembre à l'appel des confédérations FO et CGT.

En fait, c'est la semaine suivante que le SNUipp appelait dans les écoles à une grève reconductible à partir du lundi 27 novembre.

Les instituteurs se regroupèrent par ville. Et c'est souvent chez les instits que le mouvement est le plus fort. Dans l'enseignement secondaire, le SNES appelait plutôt les enseignants à faire grève «les temps forts» les mardi 5, jeudi 7 et mardi 12 décembre, mais soutenaient tous ceux qui faisaient en fait une grève reconductible depuis le lundi 4 décembre.

Du coup, dans les écoles et lycées, suivant la mobilisation et les appels que l'on veut entendre, il y a toutes les situations. Depuis les établissements où il ne se passe quasiment rien, quelques enseignants sortant pour les temps forts, des établissements où il y a une majorité en grève les temps forts et une minorité le reste du temps, jusqu'aux établissements qui sont en grève depuis le 4 ou 5 décembre et qui reconduisent majoritairement la grève jour après jour. Ces établissements ont souvent pris contact avec les cheminots ou les travailleurs de la RATP dans leur région. Certains sont partis ensemble à des assemblées générales dans le privé.

En Seine-Saint-Denis, une réunion à l'appel d'un lycée de Saint-Denis s'est tenue à la Bourse du Travail et il y avait une cinquantaine de lycées et collèges en grève reconductible représentée.

A la manifestation du mardi 12, beaucoup d'enseignants étaient venus défiler, soit dans le cortège de la FSU, soit dans leur localité, avec d'autres entreprises. Pour la suite du mouvement, beaucoup regardent, comme toujours dans cette grève, du côté des cheminots et des travailleurs de la RATP.

Cortège de la FSU lors de la manifestation du 24 novembre.

Aubervilliers, La Courneuve

UNE GRÈVE ACTIVE

A Aubervilliers les enseignants du secondaire (lycées professionnels, collèges, lycées classiques) se retrouvent tous les jours depuis le mercredi 6 décembre dans des assemblées générales communes pour discuter du mouvement, organiser et étendre la grève.

Dès le lundi 4 décembre les grévistes du LP d'Alembert décidaient de rencontrer leurs collègues du collège Diderot, établissement appartenant au même groupe scolaire et séparé du LP par un simple couloir. L'initiative paraissait logique mais elle restait pourtant inhabituelle, dans un milieu enseignant où l'habitude de se retrouver toutes catégories confondues n'existait pas vraiment.

Assez rapidement, les grévistes de d'Alembert et de Diderot décidaient de tenir des assemblées générales communes et d'étendre ces assemblées à tous les établissements d'Aubervilliers. Le mercredi 6 décembre l'AG regroupait 70 grévistes de la plupart des LP, lycées et collèges d'Aubervilliers. On y parla surtout des moyens d'étendre le mouvement de grève dans les établissements scolaires. Des «visites» dans les établissements furent organisées à la demande des grévistes minoritaires dans leur lycée ou collège. Cela se fit au collège Gabriel-Péri ou au lycée Jacques-Brel de La Courneuve. Assez rapidement quatre établissements de La Courneuve se joignaient aux AG communes d'Aubervilliers. Le vendredi 8 décembre ce sont près de 110 grévistes qui se retrouvaient à l'AG du matin, avec plus d'une vingtaine de grévistes du dépôt de la RATP d'Aubervilliers et de La Poste.

Une chaleureuse discussion s'est alors engagée. A une intervenante du lycée Le Corbusier qui demandait comment apporter une aide financière, un gréviste de la RATP répondit : *«La seule manière de nous aider, c'est de se mettre en grève!»* Il fut bruyamment applaudi par la salle. L'idée qu'il fallait aussi étendre la grève au privé fut largement discutée. D'ailleurs un des slogans de la banderole fut approuvé : *«Privé, public, 37,5 annuités pour tous!»*

Lundi 11 décembre, une délégation d'instituteurs en grève intervint dans l'AG. La proposition de se retrouver tous, primaire et secondaire d'Aubervilliers dès le mercredi 13 décembre dans une AG commune a été reprise et devrait se concrétiser. Une nouvelle «visite» de grévistes au LP hôtelier de Dugny, faiblement en grève jusque-là, a été organisée, provoquant de vigoureuses discussions.

Le moral est donc bon et bien des grévistes sont étonnés du climat nouveau qui règne et des solidarités nouvelles qui se sont tissées au-delà de tous les corporatismes.

Aux Fonderies du Poitou à Ingrandes (Vienne)

Les travailleurs des Fonderies du Poitou, filiale de Renault qui compte 900 salariés à Ingrandes, près de Châtellerault, ont participé massivement aux manifestations contre le plan Juppé.

A l'appel de la CGT, syndicat majoritaire animé entre autres par des militants de Lutte Ouvrière, et, ponctuellement, de FO, des Autonomes et de la CFDT, ils étaient 300 dans la rue le 24 novembre, 300 à nouveau le 28 et 350 le 30.

Pour le jeudi 7 décembre, autre «temps fort», les syndicats appelèrent à 24 heures de grève, proposition votée par environ 40 % de l'effectif ouvrier lors d'assemblées dans chaque équipe. Les militants de la CGT, mais aussi un bon noyau de travailleurs, avaient défendu l'idée de se mettre vraiment en grève une journée et de tenter d'entraîner d'autres entreprises du Châtelleraudais.

Le 7 décembre, dès 4h30 du matin, les grévistes des Fonderies occupaient le rond-point de la RN 10 à l'entrée de Châtellerault : les travailleurs des nombreuses entreprises de la zone industrielle empruntent cette route pour embaucher. Un tract signé *«les travailleurs des Fonderies en grève»* et intitulé : *«Tous en grève contre le plan Juppé»* expliquait : *«Après tant d'années où on nous demande de faire chaque fois plus d'efforts, sans voir notre sort s'améliorer, bien au contraire, il est temps de réagir. Les travailleurs du public ont raison de s'opposer par la grève aux mauvais coups qu'on leur assène, et nous avons bien des raisons également de les rejoindre, ne serait-ce que pour, à notre tour, revenir aux 37 annuités et demie pour le calcul de la retraite.»*

Le blocage du rond-point dura jusqu'à 9h30. 4000 tracts furent distribués et l'accueil, si l'on excepte quelques patrons pris dans la nasse, fut bon. Les entreprises de la zone comptent plusieurs équipementiers pour l'industrie automobile ou l'aviation, et beaucoup ont été touchés par des mesures de chômage partiel, licenciements…

Les travailleurs des Fonderies regardaient toutefois vers la Sochata, entreprise où la CGT est forte et qui a mené une grève sur les salaires et pour l'embauche d'intérimaires en début d'année. Mais seul un assez faible groupe de travailleurs de la Sochata rejoignit les travailleurs des Fonderies pour faire le tour de la zone. Il est difficile de dire ce qui, dans cette faible mobilisation, tient à d'éventuelles réserves des travailleurs eux-mêmes, et ce qui est dû à l'hostilité affichée de certains cégétistes de la Sochata à l'idée de circuler d'une usine à l'autre alors même qu'un des principaux responsables CGT et PCF de la Sochata s'est affirmé en accord avec l'idée des «visites d'entreprises».

Dans la matinée, le tour de la zone industrielle fut donc fait, et l'on entra dans la cour de chez Fabris, entreprise de mécanique générale d'environ 600 salariés, aux cris de *«Libérez nos camarades!»*. Mais, mis à part la délégation de la Sochata, personne ne fut entraîné dans la grève.

Les grévistes des Fonderies n'ont pourtant pas regretté d'avoir ainsi occupé leur matinée : à la manifestation de l'après-midi, ils étaient plus de 400, et des travailleurs de plusieurs des entreprises auxquelles ils s'étaient adressés le matin les y rejoignirent. La manifestation, selon la presse, comptait 3000 participants, un record pour Châtellerault.

Seuls en grève dans le secteur privé à Châtellerault, et seuls, pour l'instant, dans le groupe Renault, les travailleurs des Fonderies n'étaient pas prêts à continuer la grève le vendredi 8 décembre. Mais le moral y est.

Le patron des Fonderies, lui, a fait démonter toutes les grilles la veille de la grève du 7 décembre, sans doute par crainte qu'on ne les soude… Il a toujours une grève de retard, ont commenté certains grévistes : comme si on allait s'enfermer dans l'usine alors qu'il y a tant à faire à l'extérieur…

Correspondant LO

La grève

LO

Région parisienne

LES HÔPITAUX S'Y METTENT

Hôpital Sainte-Anne (Paris)

Le 12 décembre, les hospitaliers étaient nettement plus nombreux dans la manifestation parisienne que lors des précédentes. On n'avait pas vu autant de banderoles d'hôpitaux depuis le 10 octobre.

Le mouvement s'est amorcé depuis la première semaine de décembre dans les hôpitaux où il y a eu une équipe de militants syndicaux pour organiser des assemblées et des départs aux manifestations. Dans certains endroits, cela démarre maintenant. Lorsque la grève est votée, cela recouvre des réalités variables, allant d'une heure de débrayage par jour pour l'AG à des réductions d'activité, en passant par les sparadraps «en grève» collés sur les blouses. L'absentéisme dû au manque de transport limite, il est vrai, la marge de manœuvre de ceux qui se déclarent partisans de la grève, car il y a alors réquisition du personnel pour assurer le fonctionnement de l'hôpital.

Hôpital Beaujon (Clichy – Hauts-de-Seine)

Depuis dix jours, la grève illimitée jusqu'au retrait du plan Juppé a été votée à Beaujon. Un piquet de grève s'est installé dans le hall. Tous les deux jours, une assemblée générale réunit d'une soixantaine à une centaine de personnes. La participation aux manifestations a été variable, atteignant soixante-dix environ le mardi 12 décembre.

Ce sont les syndicats, CGT, FO et CRC, qui sont à l'origine du mouvement et qui maintiennent la pression, organisant les assemblées et les passages dans les services. À l'AG du lundi 4, cette intersyndicale s'est proclamée comité de grève sur proposition de la CGT et de FO, en associant quelques non-syndiqués. Le mercredi 6, ce comité a été élu par l'AG.

Un service de médecine, la gastro, s'est organisé en grève dès le début, instaurant un service minimum en accord avec le chef de service. Ensuite, le bloc opératoire de thoracique a décidé de réduire son activité deux jours par semaine. Dans d'autres services, la chirurgie générale, la neurochirurgie et l'hépatologie, la grève tente de s'installer. Une partie des ouvriers fait grève. Des administratifs participent aux manifestations. Quelques contacts ont été établis entre les syndicats de Beaujon et ceux d'autres administrations de la ville, ce qui a entraîné un départ groupé de Clichy à la manifestation du 12. Et pour l'instant, l'ambiance du mouvement ne faiblit pas!

Correspondant LO

C'est depuis le lundi 5 décembre que nous sommes en grève reconductible toutes les 48 heures à l'hôpital Sainte-Anne. Les assemblées générales appelées par la CGT, FO et CRC, regroupent toutes les catégories professionnelles. C'est à environ 120 que nous votons la grève. 120 est un bon chiffre car l'hôpital tourne déjà toute l'année en service réduit et là, l'absentéisme et les retards sont importants.

Les services médicaux assurent les soins d'urgence, certains font les consultations gratuites. Les services techniques n'assurent également que l'urgence. Les repas des patients sont servis, par contre le restaurant du personnel est fermé.

Les paramédicaux viennent voter la grève y compris pour les collègues coincés dans les services qui sont aussi grévistes. Il est même arrivé que des grévistes téléphonent au piquet de grève pour signaler que, pris dans les embouteillages, ils votent la grève.

L'ambiance des AG est chaude et fraternelle, les problèmes se règlent facilement. Quand il le faut, des équipes du piquet de grève se déplacent vers les services en difficulté pour aider les grévistes à affronter les chefs de service. Beaucoup participent à l'affichage, à la réalisation de banderoles, aux diffusions de tracts.

Une délégation de grévistes de la RATP et une des PTT du XIV^{e} sont venues parler de la grève et ont été chaleureusement applaudies. Une inspectrice des impôts en grève est venue exposer la manière dont le patronat se décharge de ses impôts… sur les travailleurs que nous sommes. Elle a été écoutée avec intérêt, tout le monde en parle dans les services.

Dans la journée un piquet de grève se tient avec un point fort à 10 h 30. Là, nombreux, nous rejoignons les grévistes du XIV^{e} pour une action ou une manifestation locales.

Nous avons rendu visite à nos collègues de l'hôpital Cochin les appelant à nous rejoindre dans la grève.

Ce sont justement ces rencontres avec les grévistes de la SNCF, de la RATP, des PTT qui passionnent tout le monde; on a tant de choses à se raconter que l'on n'a pas assez de temps pour tout se dire.

Les grévistes de Sainte-Anne sont sûrs d'une chose : c'est tous ensemble qu'il faut se battre. Quand aux interventions de Juppé à la télé, elles renforcent la détermination des grévistes. C'est le retrait du plan Juppé que nous voulons tous. C'est clair. Et en tant que travailleurs et usagers de la santé, nous sommes tous bien persuadés que nous sommes, nous aussi, dans le collimateur du gouvernement, du plan Juppé et qu'il faut faire vite et fort.

Correspondant LO

Dans les entreprises

Packard Bell et Thomson (Angers)

LES INTÉRIMAIRES DANS LA DANSE

Deux conflits coup sur coup viennent d'avoir lieu dans la métallurgie angevine… et tous les deux déclenchés par des intérimaires et CDD.

Packard Bell est une usine produisant des ordinateurs domestiques, implantée depuis quelques mois. Sa production a triplé au 4^{e} trimestre en vue des ventes de fin d'année, et fin novembre, il y avait près de 1100 personnes dans l'entreprise et seulement 320 embauchés définitivement. La direction s'y comporte en despote : heures supplémentaires, changement d'équipe du jour au lendemain, salaires tout juste supérieurs au SMIC… et renvoi au moindre incident.

La grève a éclaté mercredi 29 novembre avec une poignée de grévistes (une quarantaine, majoritairement des précaires). Malgré leur faible nombre, les grévistes étaient là le lendemain dès 5 heures pour en entraîner d'autres avec eux. Certes le mouvement est resté minoritaire, mais il y a eu jusqu'à 150 grévistes aux portes, plus ceux qui sont restés chez eux. Ce sont les plus jeunes qui donnaient le ton (pour certains, c'était leur premier boulot et la moyenne d'âge ne devait pas dépasser 22 ou 23 ans), et il y avait une forte détermination. Pour tous, il s'agissait évidemment de leur première grève, mais l'organisation s'est faite avec l'aide des militants d'autres entreprises, et de quelques grévistes du secteur public. C'est un groupe de cheminots qui tenait le piquet de grève sous l'autorité d'un gréviste «chevronné»… de 20 ans, pour que tous puissent participer à l'AG.

Le mouvement a tenu jusqu'au vendredi soir, malgré les provocations de la direction… qui a fini par céder 500 F à chaque gréviste comme prime «d'entraide» (sic) et ouvrir dès le lundi matin des négociations sur les embauches. Ce jour-là les grévistes reprenaient le travail, la tête très, très haute!

A Thomson-Télévision Angers, c'est le vendredi 8 décembre que la grève a éclaté. Là encore, ce sont des intérimaires qui sont à l'origine du mouvement, la direction ayant décidé de les renvoyer quasiment sur le champ, alors que leur contrat devait se prolonger encore une semaine.

C'est à une centaine qu'ils sont montés demander des comptes à l'antenne de la boîte d'intérim présente dans l'usine. Deux chaînes ont débrayé sur le champ par solidarité. Dans le même temps, la CGT organisait une heure d'information syndicale dont les participants ont rejoint les grévistes. En fait à la fin de l'après-midi, c'est quasiment toute l'usine qui était arrêtée.

Le lundi matin, c'était la même équipe qui était là, et la grève a été reconduite, bien que plus minoritaire. Par contre, l'équipe d'après-midi n'ayant pas suivi les événements de près ne s'est pas jointe au mouvement malgré le défilé dans les ateliers des intérimaires grévistes, accompagnés par quelques grévistes de l'équipe inverse et quelques grévistes du secteur public.

Mardi soir 12 décembre, la grève se terminait, trop minoritaire pour continuer, mais l'inspecteur du travail a dû se déplacer. Il a vérifié les contrats et relevé une foule d'irrégularités pour lesquelles la sanction pourrait être l'embauche définitive. Enfin les intérimaires seront payés jusqu'à la fin du contrat prévu initialement.

Correspondant LO

Thomson (ex-DAS) Labège (banlieue toulousaine)

UNE NOUVELLE AMPUTATION DE SALAIRES QUI NE PASSAIT PAS

Dans le cadre des filialisations et des regroupements de centres, 150 travailleurs de Thomson ex-Das basés à Labège, en banlieue toulousaine, doivent déménager dans les six mois qui viennent au centre de Toulouse-Mirail et c'est l'occasion pour la direction de remettre en cause une prime représentant 650 F par mois.

La semaine du 4 décembre, une pétition refusant toute perte de salaire et réclamant 800 F de compensation intégrés au salaire a circulé et a été massivement signée. Jeudi 7, à l'occasion de la troisième réunion syndicats direction, une centaine d'entre nous a fait irruption dans la salle pour appuyer cette pétition. Face aux propositions de la direction : 200 F par mois et une prime de 5 000 F, la grève a été votée sur le champ, et reconduite le lendemain, puis le lundi.

Le lundi à 14 h, la grande majorité du personnel en grève était prête à recevoir le directeur de retour pour «négocier». Au bout de 3 jours, il est revenu avec 60 F de plus par mois. Nous avons de nouveau fait tous irruption dans la salle, et après quelques échanges très vifs, nous avons décidé de tenir compagnie au directeur jusqu'à ce qu'il cède.

Au bout de deux heures, la direction a accepté de rediscuter et deux heures après encore, on était à 300 F intégrés au salaire, une prime de 10 000 F à 6 000 F décroissant avec le salaire, plus, «au titre du transfert», de 2 000 F ou 8 000 F suivant l'éloignement du domicile.

Le lendemain matin, le personnel en grève réuni en assemblée générale décidait d'accepter : cela ne faisait pas encore le compte, mais la satisfaction d'avoir fait reculer la direction l'a emporté. Et ce sentiment de victoire s'est particulièrement senti par l'ambiance de notre petit cortège lors de la manifestation contre le plan Juppé du mardi après-midi.

Houillères du Bassin de Lorraine

GOUVERNEMENT ET DIRECTION PROVOQUENT LA COLÈRE DES MINEURS

AFP

Un des mineurs face aux CRS

Jeudi 7 décembre, les mineurs de charbon de Lorraine étaient appelés à la grève par l'intersyndicale (CGT-CFTC-CFDT-FO-Autonomes) pour l'augmentation de leurs salaires, leur déroulement de carrière et la défense du régime minier Sécu.

Les Houillères emploient encore une dizaine de milliers de travailleurs (dont la moitié au fond), mais la direction des Charbonnages a planifié la fin de l'extraction de charbon pour 2005, et annoncé pour 1996, 1 050 suppressions d'emplois, le double de ce qui a été supprimé en 1995.

Alors qu'un millier de mineurs étaient rassemblés non loin de l'immeuble de la direction générale des Houillères à Freyming-Merlebach, avant même la fin des discours de l'intersyndicale, les flics lancèrent des grenades lacrymogènes. Les mineurs ne se sont pas laissé faire et ont riposté. Les affrontements se prolongèrent jusqu'en milieu d'après-midi. Dans la matinée, les mineurs avaient saisi le député-maire UDF-RPR de Freyming-Merlebach, Pierre Lang et l'avaient emmené de force au fond de la mine, ne le relâchant que vers 13 heures.

«*Freyming-Merlebach en état de siège*» titrait le *Républicain Lorrain* du 8/12 qui a relevé la violence des flics qui firent des tirs tendus de grenades lacrymogènes et utilisèrent un hélicoptère pour asperger les mineurs de lacrymogènes. Le bilan de la journée était d'une trentaine de blessés dont sept hospitalisés (cinq chez les manifestants).

Le préfet a eu le culot d'affirmer qu'«*il y avait volonté d'affrontement*» et qu'«*il n'y avait aucune volonté de discussion, il y avait volonté de violence de la part de la CGT, peut-être relayée par d'autres*».

Face à cette provocation, l'intersyndicale a appelé à reconduire la grève le lendemain, vendredi 8, et les mineurs étaient deux fois plus nombreux que la veille à se retrouver devant la direction générale. Ils se retrouvèrent face à un impressionnant dispositif policier composé de 7 escadrons de gendarmes mobiles, 3 compagnies de CRS, plus la police urbaine, en tout pas moins de 1 000 policiers... pour plus de 2000 mineurs qui se battirent toute la journée, même si les mineurs eurent bien du mal à approcher les flics qui bombardaient de lacrymogènes et de grenades à effet de souffle. Le bilan de la journée fut de 29 blessés du côté des mineurs et 3 du côté des flics. Parmi les blessés gravement touchés, on compte notamment le président du syndicat CFDT des mineurs, atteint d'un tir tendu en pleine figure et qui a été transféré par hélicoptère au centre de traumatologie de Strasbourg.

Les femmes de mineurs étaient là, aussi, et très en colère. *Le Républicain Lorrain* du 9/12 rapportait leurs propos : «*Ces messieurs en costume-cravate qui pensent et décident pour nous, que savent-ils de nous ? Est-ce qu'ils connaissent nos angoisses chaque jour quand nos maris vont au fond ? Qu'ils viennent au fond et ils verront bien si c'est facile*» Une autre précisait : «*Mon mari a 22 ans et demi de service, il gagne 8 500 F par mois et ils disent que nous sommes bien payés. Alors, qu'ils vivent eux avec cette somme*». Une troisième approuvait bruyamment les mineurs : «*Ils ont mille fois raison, il y va de notre avenir et de celui de nos enfants*».

La colère et l'indignation étaient grandes. C'est ce qui a poussé les pouvoirs publics et la direction des Charbonnages de France (CdF), qui refusaient de négocier avec les organisations syndicales malgré les débrayages et les manifestations de ces derniers mois, à ouvrir les négociations.

Dans un premier temps, le préfet proposait 20 millions de francs pour le plan de conversion sociale et l'ouverture de négociations avec les Charbonnages. Après tout un week-end autour du tapis vert la direction des Charbonnages proposait une augmentation des salaires de 0,5% rétroactif au 1/07/95 portant l'augmentation annuelle pour 1995 à 1,5% (les mineurs ayant obtenu 1% au 1er janvier de cette année), plus deux primes uniformes de 550F et 350F, soit 900F au total versés à la fin de l'année, une augmentation de la prime de poste de 3%, qui représente environ 20F par mois, ainsi que deux jours de congés supplémentaires à prendre avant la fin de l'année (une manière de payer les heures de grève sans le dire) et une amélioration du déroulement de carrière qui varie selon les postes et l'ancienneté et devrait se traduire par 300F en moyenne pour une partie des mineurs.

C'est sur cette base que l'intersyndicale a appelé à la reprise du travail lundi 11 décembre dans les puits. La CGT, minoritaire dans le bassin houiller, était contre cette reprise mais n'a pas voulu appeler seule à la poursuite du mouvement et rompre l'intersyndicale. Au puits de la Houve, où elle est majoritaire, la CGT a appelé à continuer la grève lundi matin, mais le travail reprenait dans la journée dans la mesure où les trois autre puits avaient repris.

À l'heure où nous écrivons, le travail a donc repris partout. Le gouvernement et les Charbonnages ont préféré lâcher un peu de lest aux mineurs pour éviter qu'ils ne rejoignent le mouvement contre le plan Juppé en permettant aux syndicats les plus modérés d'appeler à la reprise avec quelques revendications satisfaites. Mais pour les plus déterminés, reprendre le travail après les dizaines de blessés et les camarades amochés laisse un goût amer.

À la SNECMA Corbeil (Essonne)

À la SNECMA Corbeil, vendredi 8 décembre, une fois les réticences du début de la semaine passées et à la suite d'un appel commun CGT, CFDT, FO, c'est à plus de 800 que nous sommes sortis de l'usine pour aller manifester dans les rues de Corbeil. Nous avons rejoint un cortège très dynamique de 300 grévistes, cheminots, agents des Télécoms et de l'hôpital de Corbeil, et entraîné au passage une cinquantaine de lycéens, eux aussi en grève contre le plan Juppé. Sans oublier les communaux de la mairie de Corbeil qui ont trouvé là l'occasion d'apporter leur soutien aux grévistes, de se joindre à la lutte contre le plan Juppé et d'exprimer leur défiance à l'égard du nouveau maire de droite, Serge Dassault.

Après une manifestation plutôt animée dans les rues de la ville, pétards et fumigènes ont accompagné notre retour dans les ateliers de l'usine; ce qui a passablement énervé le chef du personnel mais ravi l'ensemble des grévistes!

La manifestation a regonflé le moral : lundi 11 décembre, la participation à la manifestation du 12 à Paris a été votée à l'usine. Nous y sommes allés à plus de 250. Ce n'est, peut-être, qu'un début...

Correspondant LO

Russie

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ... ET APRÈS?

Les élections législatives russes allaient-elles avoir lieu ou pas ? Jusqu'au dernier moment, les clans qui se disputent le pouvoir au Kremlin ont hésité sur l'opportunité de laisser se tenir ces élections dont, les sondages le répétaient, les résultats ne pouvaient qu'être un désaveu pour Eltsine et ceux que la population considère comme responsables de son appauvrissement actuel et du pillage de tout le pays.

Eltsine et les siens avaient fait du « marché » et de la «liberté» (censés aller de pair) leur drapeau pour arriver au pouvoir. Mais il n'a pas fallu quatre ans, après qu'ils eurent atteint leur but en jetant l'URSS à bas, pour que la population ne voie dans ce «marché» que le bazar, le chaos, le vol en grand, et dans la «liberté» celle que se sont octroyée les privilégiés du régime pour piller le pays en réduisant sa population à la misère.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'une fraction importante de l'électorat ait été prête à rejeter les Eltsine et compagnie et à donner sa voix à des partis qui se présentent peu ou prou comme les héritiers du régime «d'avant».

Les sondages laissaient prévoir un succès du Parti Communiste de Ziouganov et de son allié le Parti « Agrarien » ainsi que du Congrès des Communautés russes du général Lebed, un parti dit patriote. Mais malgré la déroute prévisible des partis au pouvoir, un raz-de-marée de l'opposition était peu probable. Les partis liés au pouvoir ont en effet largement profité de la partialité des moyens de communication et été les principaux bénéficiaires des fonds que banques et entreprises (privées ou d'État) ont consacrés aux partis avec lesquels elles ont l'habitude de faire des affaires, et qui sont forcément ceux qui ont accès au pouvoir avec tout ce que cela implique. Les journaux, les porte-parole de la majorité n'ont pas fait dans la dentelle pour tenter d'effrayer l'électorat sur l'air de « les-communistes-c'est-le-retour-des-pénuries», voire – tel Filatov, le chef de l'administration eltsinienne – pour agiter le spectre de «*la guerre civile*».

Cela dit, si les partis communiste, agrarien et «patriotes » l'emportent, ce sera moins à cause des illusions qu'ils auront créées dans l'électorat – en particulier populaire, car pour autant que l'on puisse en juger d'ici, il n'en a guère – que parce que l'actuel régime est massivement rejeté. Ce régime est vomi par la majorité des travailleurs, des retraités conduits à la misère, des jeunes sans avenir et risquant d'aller se faire tuer en Tchétchénie, par des millions de gens humiliés, écœurés d'avoir vu leur vie saccagée pour qu'une poignée de parasites (impudemment donnés chaque jour à la télévision comme les «nouveaux Russes» symboles d'avenir) puissent parader dans des autos de luxe, flamber dans les palaces occidentaux, claquer dans les casinos les dollars qu'ils retirent du pillage d'un pays dont la production industrielle, par exemple, ne représentait plus l'an dernier que 45 % de son niveau de 1991.

Il n'est pas exclu que l'opposition anti-Eltsine devienne majoritaire à la Douma. Les travailleurs, les retraités auront alors exprimé ainsi leur haine du régime. Cependant, les partis qui auront recueilli leurs voix ne représentent en aucun cas une politique socialement différente de celle des dirigeants actuellement au pouvoir.

P.L.

Swersey/Gamma

Une manifestation du Parti Communiste russe

Le système électoral russe

Dimanche 17 décembre, 106 millions d'électeurs russes auront élu « leurs » députés à la Douma, l'une des deux chambres du Parlement de la Fédération de Russie, l'autre étant le Conseil de la Fédération.

Il y a deux ans, quand Eltsine s'en prit à coups de canon à un Soviet suprême qui le contestait, l'Occident salua cela comme une « victoire de la démocratie». Pour désigner la nouvelle Chambre des députés, Eltsine alla rechercher le terme de «douma» au magasin des accessoires du tsarisme – le régime prend ses symboles de «démocratie» où il peut – et décréta le 4 octobre (jour de la dissolution du Soviet suprême) fête nationale. Le 4 octobre 1994 fut célébré dans l'indifférence la plus complète. Cette année, les autorités n'osèrent même pas tenter l'expérience. A deux mois des législatives, elles craignaient apparemment que cet anniversaire ne tourne à la démonstration de force au profit d'une opposition que les sondages donnaient déjà gagnante.

Le système électoral (225 députés élus à la proportionnelle sur 43 listes nationales et 225 autres désignés individuellement au scrutin direct uninominal) risque d'ailleurs d'amplifier, en termes de sièges, la poussée de ou plutôt des oppositions au pouvoir en place. En effet, seuls les partis et blocs dépassant 5 % des voix au niveau national participeront à la répartition proportionnelle des sièges. Vu le grand nombre des listes en présence et dont la plupart seront éliminées, ce système profitera donc probablement aux listes que les sondages donnaient en tête et notamment au Parti Communiste et à ses alliés «agrariens».

C'est ce qui explique que certains ténors de la Douma actuelle ont préféré chercher à se faire réélire comme candidats individuels – et se présentant sous les étiquettes les plus neutres possibles – plutôt que de prendre le risque d'endosser la casaque nationale de partis liés au pouvoir, et mal vus de la majorité de l'électorat, ou de blocs risquant de ne pas dépasser les 5%.

La seconde chambre du Parlement, le Conseil de la Fédération (une sorte de Sénat), devait aussi être renouvelée le 17 décembre. Mais Eltsine a préféré repousser cette élection, permettant ainsi aux caciques régionaux (qui siègent en nombre à ce Conseil) de rester en place plus longtemps que prévu. Eltsine espère que les représentants d'autorités régionales, qui contestent généralement son pouvoir, voudront bien, en échange, ne pas faire bloc contre lui avec les nouveaux députés de la Douma dont tout laisse à penser qu'ils seront encore plus opposés au Kremlin que les sortants.

Italie

POUR L'EX-PARTI COMMUNISTE IL N'Y A PLUS DE CLASSES SOCIALES

Il paraît qu'il faut à la gauche élaborer de nouveaux programmes, car les anciens seraient dépassés. Ce genre de discours est à la mode en Italie aussi où les partis de gauche, confluant dans un vague rassemblement «progressiste», se préparent à des élections sans doute proches.

Et de tenter de donner quelques contours à leurs discours fumeux, de façon que ceux-ci aient l'air de gauche tout en attirant l'électorat du centre qu'ils espèrent conquérir. D'où la dernière initiative du PDS (Parti Démocratique de la Gauche), c'est-à-dire l'ancien Parti Communiste Italien. Depuis qu'il ne se proclame même plus communiste, celui-ci est bien en peine de préciser ce qu'il est. Ses références oscillent, selon les moments, du Parti Social-Démocrate allemand aux travaillistes anglais et surtout au Parti Démocrate américain et à Clinton qui, au moins pour certains dirigeants du PDS, serait maintenant ce qui se fait de mieux et de plus «moderne» en matière d'idées de gauche...

Le PDS a donc convoqué du 8 au 10 décembre en colloque ce que la gauche italienne compte de têtes pensantes, ou se croyant telles... Le lieu choisi, l'abbaye toscane de Pontignano fondée au 14° siècle par des moines chartreux, était censé être propice aux réflexions éthérées. Et là le secrétaire du PDS, D'Alema, a exposé ses idées «nouvelles», dont la principale serait la suivante : aujourd'hui, figurez-vous, le concept de classe sociale serait complètement dépassé. Il faudrait le remplacer définitivement par deux autres : la famille d'une part, l'associationnisme d'autre part, qui seraient les deux « nouvelles» grandes valeurs propres à fonder la gauche de l'an 2000.

Encore un week-end de « pensée » comme ça, et le secrétaire de l'ex-Parti Communiste Italien va nous sortir dieu, le diable, les droits du patron et la patrie comme valeurs suprêmes.

Dans son délire, D'Alema a peut-être fait le bon choix en s'enfermant dans une abbaye. L'erreur, c'est peut-être de ne pas y rester.

A.F.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995